

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 18, Octobre 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Cinéma français



Philippe Noiret

Avec 120 films à son actif, il est l'un des acteurs les plus renommés du cinéma français. Nous l'avons rencontré pour parler de sa carrière et...

Page 3

Patriotisme économique



Sylvie Matelly

Pour cette experte, cette notion prévoit, à l'heure de la mondialisation une forte mainmise de l'État sur les affaires économiques, mais...

Page 9

Canada -Turquie



Yves Brodeur

Son Excellence l'ambassadeur du Canada en Turquie nous a parlé des perspectives...

Page 11

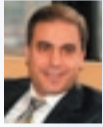
Prochainement



H. Avni Karslıoğlu, Ambassadeur



Mehmet Şakir Ersoy, Professeur



Turgut Özakman, Ecrivaine



Pekin Baran, TÜSIAD



Elisabeth du Réau, Historien

Hakan Fidan, Président du TİKA

Il faut encourager la Turquie



Hüseyin Latif

Sénateur Isabelle Debré

« Désormais, il faut avoir une approche différente envers nos concitoyens car il existe un gros problème de communication auquel il faut remédier. »

Septembre 2006 a été marqué par de nouvelles tensions dans les relations entre l'Europe et la Turquie. La cause en est le rapport de la Commission parlementaire des Affaires étrangères du Parlement européen voté le 4 septembre. C'est dans ce contexte que la Chambre de commerce

française en Turquie, sous la bienveillance de son président M. Yves-Marie Laouénan, a organisé un dîner-débat le vendredi 22 septembre 2006 en présence d'une délégation de l'Institut des hautes études de l'entreprise (IHEE) en voyage d'études en Turquie organisé avec le concours de la CCFT.

L'invité d'honneur, M. Mehmet Dülger, député AKP d'Antalya et président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement turc, s'est exprimé sur le thème « la Turquie : d'où vient-elle ? Où va-t-elle ? ». Après avoir traité des points tels que les critères de Copenhague, la laïcité, la politique internationale, et le développement économique de la Turquie, M. Dülger a répondu aux questions des participants.

Les journalistes d'Aujourd'hui la Turquie ont eu ainsi l'occasion de s'entretenir avec les participants, et notamment Mmes Isabelle Debré, sénatrice des Hauts-de-Seine, premier adjoint au maire de Vanves et

(lire la suite page 3)

Bagdad Café : sur la route de Palmyre

Le 2 septembre, nous allons à Palmyre, ville située à 240 kilomètres de Damas. Dans le minibus réservé spécialement pour nous par le ministère du Tourisme de Syrie, il y a -à part moi- le directeur du département des relations internationales de l'Université de Gazi, le professeur Haydar Çakmak et la journaliste française Carine Martin. Notre guide, Ayman Achraf, nous a annoncé une pause à mi-chemin de Palmyre, au Bagdad Café.



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 11)

Des soldats turcs au Liban



*Haydar Çakmak

La Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM) a pris la décision le 5 septembre 2006 d'envoyer au Liban des soldats turcs dans le cadre de l'ONU. De la Deuxième Guerre mondiale à nos jours,

la Turquie a apporté à de nombreuses reprises des contributions militaires en fournissant des observateurs ou des troupes à la demande aussi bien des Nations unies que des États-Unis durant les crises internationales survenues dans les différentes

(lire la suite page 10)

Le temps du dialogue et de l'union



*Mireille Sadège

Dans une conjoncture internationale très difficile dominée par des tensions et où l'on parle de plus en plus de conflits et de guerre de civilisation, le président Jacques Chirac a eu le mérite de commencer cette rentrée par une initiative ayant pour objectif de promouvoir le « dialogue des peuples et des cultures ». Ainsi, le projet d'un « atelier culturel entre l'Europe, la Méditerranée et le Golfe » a pour ambition de renforcer le processus de Barcelone commencé



Jacques Chirac

le rétablissement de la confiance dans un monde menacé par la peur et la haine. [...] La Méditerranée est devenue le point focal des incompréhensions entre les peuples » et il a ajouté : « nous sommes menacés d'un divorce entre les cultures, Occident contre islam, laïcs contre religieux... ». Et pour « conjurer le choc de l'ignorance, de la bêtise et de l'arrogance, nous devons impérativement retrouver la voie du dialogue



Recep Tayyip Erdoğan

» a-t-il précisé. Parmi les propositions de Jacques Chirac, on peut citer essentiellement la création d'un « Érasme méditerranéen » qui tentera de « rapprocher les jeunes » de l'Europe, de la Méditerranée et des pays du Golfe arabo-persique. Et une « charte du dialogue des cultures qui fixe les règles du vivre-ensemble dans la mondialisation ».

(lire la suite page 2)

Exposition de photos : « Ils ont cru en la Turquie »



Ender Arat

L'exposition de photos nommée « Ils ont cru en la Turquie » s'est ouverte le 5 septembre à la Galerie d'art du ministère des Affaires étrangères. Le sous-secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères et ambassadeur Ender Arat qui a fait le discours d'ouverture a signalé que quatre ans de travail avaient été nécessaires pour monter cette exposition qui constitue le premier pas de la construction d'un musée des archives.

(lire la suite page 15)

Prêt-à-porter automne-hiver 2006/2007



Christian Lacroix

(lire la suite page 12)

La politique américaine au Moyen-Orient, un projet qui n'a de grand que le nom



*Barah Mikail

La politique américaine au Moyen-Orient est entrée dans une phase déterminante et inédite. Certes, Washington n'a jamais fait secret des visées qu'il entretenait par le passé sur les ressources pétrolières moyen-orientales. Néanmoins, les douloureuses convulsions subies aujourd'hui par cette région du monde accréditent l'idée selon laquelle les ambitions américaines dépassent maintenant le cadre des seuls intérêts pétroliers. Sinon, l'Administration Bush n'aurait probablement pas engagé une stratégie régionale qui mécontente ses fidèles alliés, dont l'Arabie saoudite, plus gros détenteur d'or noir de la région.

Ainsi, Washington privilégierait-il un relâchement à terme des relations qu'il entretient avec l'essentiel des acteurs, arabes comme non arabes, du Moyen-Orient contemporain ? Une diplomatie cohérente impliquant de ne jamais couper entièrement les ponts avec ses partenaires, quelle que soit leur nature, on ne saurait envisager cette hypothèse dans l'absolu. Néanmoins, les différentes évolutions intervenues sur la scène moyen-orientale depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 confirment l'impression selon laquelle Washington serait en faveur d'un bouleversement de la donne politique régionale qui a prévalu jusqu'ici.

Les temps ne sont pas si lointains où, en

février 2004, suite à une « fuite », le journal à capitaux saoudiens al-Hayat révélait au grand public l'engagement pressenti des États-Unis en faveur d'un projet de grande envergure dénommé « Grand Moyen-Orient » (Great Middle East Project). Trois principes le sous-tendaient : la démocratisation des régimes moyen-orientaux ; l'amélioration des programmes scolaires et des modalités de circulation de la connaissance ; et enfin, la promotion du libéralisme économique. L'Afghanistan et l'Irak étant censés, pour leur part, pouvoir incarner la première représentation du bien-fondé de cette vision américaine.

Or, qu'en est-il réellement aujourd'hui ? L'Afghanistan, officiellement débarrassé des Talibans, connaît une instabilité sociopolitique inquiétante. L'Irak, quant à lui, a troqué la dictature de son raïs déchu pour des modalités de partage du pouvoir qui font la part belle à la fragmentation institutionnelle et à la consécration du confessionnalisme politique. Et une tendance similaire existe au Liban où, entre l'adoption de la résolution 1559 (2004) de l'ONU et le lourd affrontement libano-israélien qui a caractérisé l'été 2006, les risques de polarisation confes-

sionnelle sont devenus un spectre qui hante le quotidien de beaucoup de Libanais. Car derrière les divergences politiques officielles opposant la majorité politique libanaise d'une part, et le Hezbollah et le parti

Washington serait en faveur d'un bouleversement de la donne politique sur la scène moyen-orientale qui a prévalu jusqu'ici.

Amal d'autre part, apparaît tout simplement l'éventualité pour les chiites et les non-chiites nationaux d'en venir à se confronter sur des bases politico-communautaires.

On l'aura compris, quelles que soient les intentions des États-Unis, leur politique moyen-orientale est en décalage avec un système international prônant la coexistence des États-nations. Elle consacre en effet le confessionnalisme politique au détriment de l'unité nationale. Les soulèvements des Kurdes de Syrie, des Arabes de la province iranienne d'Al-Ahvaz, des coptes d'Égypte, ainsi que les revendications sociales qu'expriment régulièrement des communautés chiites des pays du Golfe, sont autant d'événements qui ont connu un sursaut particulier au lendemain de l'invasion de l'Irak. L'ensemble de ces manifestations répondent souvent à un contexte politique, économique et/ou social

local qui, certes, préexistait à la chute de S. Hussein. Mais force est de constater

que l'Administration Bush s'est rarement montrée aussi soucieuse des revendications politiques et sociales de certaines franges des peuples du Moyen-Orient que depuis son invasion de l'Irak. Sans quoi, un État palestinien viable et aux frontières justes et équitables aurait déjà été créé depuis longtemps.

En conclusion, les États-Unis, à l'instar de l'ensemble des États de la planète, sont plus sensibles à la raison d'État qu'à une quelconque idéologie. Dans le cas du Moyen-Orient, les projets américains semblent privilégier un partage rappelant les accords Sykes-Picot (1916), qui tracèrent jadis l'esquisse des frontières des États proche-orientaux contemporains. Une telle volonté est, bien entendu, critiquable par essence, aucun État n'ayant à imposer des schémas politiques contraires aux aspirations des populations et gouvernements concernés. Le problème, dans la vision des États-Unis d'un « Grand Moyen-Orient », réside plus précisément dans la nature des frontières que Washington pressent, et qui seraient nécessairement fonction d'éléments ethniques, claniques, tribaux, communautaires et/ou confessionnels. La volonté des États-Unis de se désengager à terme du Moyen-Orient pour se consacrer au « risque chinois » a bien sûr un coût ; mais rien n'oblige les populations du Moyen-Orient à en faire les frais.

*Barah MIKAIL,
Chercheur à l'Institut de Relations internationales et stratégiques.



Le temps du dialogue et de l'union

(Suite de la page 1)

Cet « atelier culturel » sera organisé en groupes thématiques comme « fractures culturelles », « faits religieux », « éducation »... Et ses travaux se dérouleront sur un an d'abord à Paris, puis à Séville en automne et enfin à Alexandrie l'été prochain.

Une autre réunion de ce mois, ayant pour objectifs l'union et l'amitié, a été le dixième Congrès de la fraternité et de la coopération des pays et ethnies turcophones à Antalya. Lors de son discours d'ouverture, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, a souligné l'importance de ce rendez-vous de la manière suivante : « Stratégiquement, économiquement et culturellement, le monde turcophone s'étend sur une large zone géographique. Avec ses sources d'énergie, son dynamisme, sa population jeune et ses terres fertiles, cette zone offre aux Turcs et au monde entier de très importantes possibilités. Nous devons alors utiliser au mieux ces possibilités. » Il a poursuivi : « il est important que les représentants des pays et des ethnies turcophones ici présents discutent ensemble de nos problèmes communs et lancent des projets réalisables dans les domaines politique, économique et culturel. » Le Premier ministre a ajouté « ...dans



Représentants des républiques turcophones

l'après-guerre froide, le monde se façonne et le nouveau terrain politique est sans doute la région dans laquelle nous nous trouvons. Alors, en tant que ses habitants, nous ne pouvons pas nous permettre de rester spectateurs. Soit nous restons passifs et subissons une politique déterminée par les autres, soit nous sommes dynamiques et acteurs dans nos propres choix politiques. [...] Les politiques isolationnistes dans nos relations, ne feront que nous éloigner les uns des autres et nous couper de notre histoire commune. Nous ne devons pas tomber dans ce piège ». Recep Erdoğan a terminé son discours par le lancement de plusieurs propositions : il s'agit d'abord d'une collaboration économique et commerciale, notamment avec une augmentation des investissements réciproques dans le domaine de l'énergie. Dans le domaine culturel, il propose d'accélérer les travaux ayant trait à la langue et à la culture communes. Enfin, dans le domaine politique, il souhaite renforcer entre pays turcophones l'union et la solidarité sur la plate-forme des relations internationales et, dans ce cadre, contribuer au renforcement des sociétés civiles.

*Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations internationales

Daniel Colagrossi fait perdre la boule au croissant ottoman

« Le caftan du sultan s'effaçait pour devenir motif, et les çintemani des mots, des phrases pour mes histoires ». Des histoires que Daniel Colagrossi écrit à l'encre, sur la surface glissante du papier photo. Le croissant blanc sur fond rouge du motif ottoman s'agite, s'élanche, se multiplie à l'infini. Enfantin et cosmique, il semble se jouer de son illustre origine. « C'est un motif que l'on trouve sur les caftans des sultans ottomans, indique l'artiste. Il prend sa source du côté de la Chine et de la Mongolie.

Mais l'artiste n'a pas aspiré à reproduire cette structure traditionnelle. Bien au contraire, il se l'est appropriée et l'a fait évoluer dans son univers à lui. Un monde poétique, animé, chaotique aussi, pour reprendre des termes que Daniel Colagrossi attribue volontiers à Istanbul. Quelques expositions, deux livres de photos et un recueil de poésie plus tard (Dans la boule d'Istanbul, Edition TV5/Om), le voilà dans une galerie stambouliote, la Contemporary Art Marketing, à « raconter » ses tableaux : « J'ai trouvé la technique un peu par hasard : en chambre noire, on utilise beaucoup de papier photo pour les

réglages, etc. Un jour, j'ai récupéré ces chutes de papier, et j'ai mis de l'encre de Chine dessus », explique l'artiste. Puis vint la couleur, et l'inspiration. « J'ai montré mon premier projet à un ami turc qui, non seulement m'a encouragé, mais m'a aussi dirigé vers les ateliers de céramique d'Iznik », raconte Daniel Colagrossi. Cinq de ses tableaux seront ainsi transposés sur carreaux de faïence.



« Je savais que l'utilisation de ce motif allait interpellier les Turcs. J'avais un peu peur de ne pas être compris, avoue Daniel Colagrossi. Mais l'étonnement a été plutôt positif. Ils étaient juste intrigués de savoir pourquoi un étranger utilisait leur motif culturel ». Sa galeriste, Sevil Binat, a elle aussi été très enthousiaste. « Les galeries sont plus frileuses à Paris, regrette l'artiste. L'encre sur papier photo ne rentre pas dans leur cadre... L'art à Istanbul est moins établi, beaucoup plus anarchique, mais on y trouve une énergie incroyable, les galeristes « osent », ils foncent. » De tels propos laissent à penser qu'Istanbul est en bonne voie pour devenir capitale culturelle européenne en 2010...

Philippe Noiret : comédien dans l'âme



Du théâtre au cinéma, Philippe Noiret est l'un des acteurs les plus renommés du cinéma français. Avec 120 films à son actif, un César du meilleur acteur, il a incarné des rôles variés allant de Monsieur Tout le monde aux personnages de composition les plus divers. Il a partagé les affiches de films avec de grands talents comme Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Romy Schneider, Annie Girardot, Jean Rochefort... Nous l'avons rencontré pour parler de sa carrière mais aussi du cinéma...

Comment êtes-vous devenu comédien ?

J'ai commencé au théâtre en 1951 et j'en ai fait jusqu'en 1960, jouant d'abord au sein d'une troupe de province. Il s'agissait de troupes constituées d'acteurs de la région auxquels se joignaient des acteurs de Paris qui venaient passer une saison ou deux. J'ai donc commencé ainsi pendant un an, puis je suis revenu à Paris. J'y ai joué une ou deux pièces avant d'être engagé dans la troupe du Théâtre National Populaire (TNP) par Jean Vilar. J'ai pu ainsi connaître et côtoyer Gérard Philippe et j'y suis resté sept ans. J'ai joué une trentaine de pièces classiques du répertoire :

Corneille, Molière, Racine, Shakespeare, Tchekhov et de quelques auteurs contemporains.

Comment s'est fait le passage au cinéma ?

En 1960, j'ai quitté le TNP, me disant qu'il fallait que j'aie volé de mes propres ailes... J'avais envie d'aller voir ce qui se passait ailleurs et j'ai eu la chance de trouver tout de suite le meilleur car il m'a été donné de créer la première pièce de théâtre de Françoise Sagan. Elle venait d'écrire une très jolie pièce, intitulée « Château en Suède », que j'ai jouée en compagnie de mon ami Claude Rich avec beaucoup de succès. C'est là que j'ai commencé à avoir des propositions pour le cinéma. Notre génération... les Jean Rochefort, Jean-Paul Belmondo, etc. ne pensait pas du tout au cinéma ; pour nous, être acteur signifiait être acteur de théâtre. Mais enfin, quand le cinéma

est venu nous chercher, nous n'allions pas refuser de prendre ce virage somme toute bien agréable, d'autant que sur le plan financier, on gagnait mieux sa vie. Pendant quelques années j'ai joué en même temps au théâtre et au cinéma mais, comme on me confiait des rôles de plus en plus importants ça devenait un

véritable cauchemar de faire les deux en même temps. J'ai donc délaissé le théâtre pendant 34 ans et je me suis entièrement consacré au cinéma.

Quelle est la principale différence entre le théâtre et le cinéma ?

Au théâtre, vous devez projeter les choses, les sentiments, les émotions, alors qu'au cinéma c'est la caméra qui vient les chercher. Au théâtre, on joue forcément dans la continuité, en respectant l'ordre chronologique de la pièce, alors qu'au cinéma tout est haché. J'aime bien les deux, j'ai connu beaucoup de joies au cinéma mais, comme depuis cinq ans, j'ai beaucoup moins de propositions, je suis revenu au théâtre avec beaucoup de plaisir. J'ai joué la première pièce de Bertrand Blier « Les Côtelettes » qui a fait un grand scandale et un gros succès. Ensuite j'ai joué une pièce de Yasmina Réza « L'homme du hasard » avec Catherine Rich, qui a connu aussi un grand succès. Nous avons ensuite joué ces pièces dans la plupart des villes de France.

La télévision a-t-elle tué le cinéma ?

Non, je ne pense pas qu'elle l'ait tué mais il est certain qu'elle l'a accaparé. Désormais, vous ne pouvez plus monter un film en production si vous n'avez pas une coproduction avec une chaîne de télévision. Aujourd'hui, toute la production cinématographique est dans les mains de gens, des jeunes, qui choisissent tel ou tel scénario... et

qui le choisissent non pas suivant les critères classiques d'un film de cinéma, mais en fonction de l'idée qu'ils se font d'une diffusion en prime time, comme on dit, et du succès et des recettes que cela pourra rapporter pour une chaîne.

Une des caractéristiques négatives du cinéma français, c'est qu'on rencontre très souvent une paresse quant à l'écriture du scénario. Je m'explique : à partir du moment où vous avez l'accord d'une chaîne, il faut tourner vite, sans perdre de temps, en dépensant le moins d'argent possible.

Généralement, c'est l'écriture du film qui en fait les frais et le scénario et les dialogues ne sont pas à la hauteur de ce qu'ils devraient être. Comme les gens sont pressés, dès qu'ils ont la possibilité de tourner, ils tournent alors qu'ils leur faudrait encore quelques mois de travail sur le scénario. Je crois qu'il y a également un manque de moyens et de bons producteurs. En fait, les vrais producteurs, très souvent, n'ont pas beaucoup de moyens et les autres se comportent uniquement comme des financiers. Il y a quelques années, les producteurs avaient un véritable goût et une réelle connaissance du cinéma et ils travaillaient donc en aimant ce qu'ils faisaient, pas uniquement pour boucler une affaire et en retirer des bénéfices.

Le cinéma européen peut-il devenir un rival du cinéma américain ?

Je ne pense pas que le fait de monter de grosses productions européennes puisse mettre en danger les productions américaines. Nous ne devrions pas avoir ce type d'ambition car ce n'est pas dans notre savoir-faire. Nous sommes plus à l'aise pour tourner des films nationaux, voire – même si j'exagère un peu en

le disant – régionaux. Je suis persuadé que l'on peut tout à fait, à travers le spectacle de particularismes locaux, avoir un impact universel. La grande époque du cinéma, aussi bien français qu'italien, a été celle où les gens traitaient de leurs voisins, de leurs proches. On ne prétendait pas alors faire des grands films à thèmes généraux mais c'était le petit côté des choses qui faisait que tout le monde s'y reconnaissait.

Que pensez-vous de l'exception culturelle française ?

Ce qui a été mis en place ces vingt dernières années pour le cinéma français s'est révélé efficace. On a vu apparaître un système d'aide à l'écriture, les avances sur recettes... Je tiens à rappeler que, contrairement à ce que les gens pensent, ce ne sont pas des subventions, ce n'est pas de l'argent public, ces aides sont prises sur les futures recettes du film.

Je pense que tous ces dispositifs ont été efficaces puisque nous sommes un des seuls cinémas européens à avoir une relative bonne santé. La France reste un des rares pays d'Europe dont le cinéma soit encore vivant.

Qu'est ce qui a véritablement changé dans le cinéma de nos jours ?

Le côté loterie. Je crois que le coût de fabrication



Philippe Noiret

des films a exagérément augmenté. Réaliser un film à succès au cinéma est devenu une exception alors que, dans les années 60, à peu près tous les films faisaient recette. Je ne dis pas que tous les films étaient de gros succès, mais il y avait un minimum qui faisait que les affaires roulaient. On connaissait rarement de drame. Maintenant, un petit producteur qui subit un échec peut mettre des années à s'en remettre. Dans les années 60 ce n'était pas le cas et les gens produisaient plusieurs films dans l'année. On ne subissait pas non plus l'actuelle pression financière et médiatique, par exemple, celle de la promotion des films. On ne parlait quasiment pas des sorties de films parce que la télévision balbutiait encore. On se contentait d'aller faire une fois une émission, on rencontrait quelques

journaliste de la presse écrite... on ne vivait pas cette espèce de marathon insensé qu'on nous impose maintenant et qui est terrifiant car on ne sait jamais si cela a un impact positif ou non.

Faut-il nécessairement la présence d'une personnalité très connue pour qu'un film marche ?

L'époque dont vous parlez est bien finie. Dans la période du star-system, certains noms garantissaient un succès assuré. Maintenant, cela n'existe plus. Il faut savoir que le cinéma est une industrie qui ne fabrique pas de prototypes : quand on a fait un succès, on ne peut pas le reproduire. Alors que dans l'industrie, quand on a fabriqué un objet qui se vend bien, il suffit de le reproduire en série.

Propos recueillis par Mireille Sadège

Une des caractéristiques négatives du cinéma français, c'est qu'on rencontre très souvent une paresse quant à l'écriture du scénario.



Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Bedri Baykam, le peintre le plus politique de Turquie



Bilge Demirkazan

Bedri Baykam

Il a réalisé sa première exposition à l'âge de 6 ans et a fait connaître son nom dans le monde entier en tant qu'enfant prodige. Il nous explique pourquoi il a fait passer son identité politique devant son identité d'artiste.

Vous vous intéressez à la fois à la politique et à l'art. Quel genre de lien existe-t-il entre l'art et la politique ?

De nos jours, vous ne pouvez pas produire librement d'art ou de pensée en Iran, en Irak ou en Arabie saoudite. C'est-à-dire que sur les terres où la politique s'oriente dans diverses voies et où celle-ci génère une oppression, une terreur et une violence et se convertit en un enchaînement d'interdictions, il n'existe pas de choses telles que le dessin, la sculpture, le roman ou l'érotisme. Tout est un péché. De ce fait, il y a un lien direct entre ma profession et la politique. Il ne peut y avoir ni art, ni pensée libre, ni presse si un État de droit démocratique et laïc n'existe

pas. Mais la principale raison est le fait que je sois le fils de Suphi Baykam, un politicien très important en Turquie. Les noms que mon père a introduits dans le cadre de la division des jeunes du CHP sont Yekta Güngör Özden, Altan Öymen et Bülent Ecevit. De ce fait, j'ai grandi dans

une maison où l'avenir de toute la Turquie s'est structuré. Ceci m'a d'ailleurs poussé, que je le veuille ou non, vers la politique. Cependant, ma ligne politique a été très cohérente. Je ne suis pas devenu communiste à 18 ans, libéral à 30 ans, diviseur à 40 ans et capitaliste à 50 ans. À présent, j'ai 49 ans, je suis toujours sur la même

ligne en tant que social-démocrate depuis l'âge de 18 ans. Car je crois que cela est le plus juste pour la Turquie et l'humanité. C'est-à-dire partage, éducation et opportunité à la fois raisonnables et égaux, l'art et la paix ainsi que lutte contre le racisme et, d'autre part, reconnaissance de la liberté dans l'entreprise. En résumé, je fais de la politique pour poursuivre librement ma profession. **Si vous n'étiez pas en Turquie, auriez-vous pu occuper une position plus à part en tant qu'artiste et consacrer beaucoup plus de temps à l'art ?**

Après être revenu des États-Unis en 1987,

je suis passé dans mon art à des affaires à trois dimensions. En faisant de la politique artistique, j'ai développé mon langage artistique. C'est-à-dire analysé les problèmes de la Turquie et le zèle que j'ai apporté pour expliquer aux masses a développé mon art.

Que se serait-il passé si j'étais un peintre vivant en France ou en Angleterre ? Mes photos figureraient en plus dans huit autres grands musées du monde. Je serais peut-être devenu un peintre plus riche. Mais, je ne serais pas devenu le Bedri Baykam actuel. À l'heure actuelle, l'Occident ne possède pas un autre peintre pour le mettre à la place où je me trouve.

Pouvez-vous comparer les milieux artistiques de l'Europe et de la Turquie ?

Il existe en France des centaines de musées et des milliers de centres culturels. Prenons en considération un artiste français ayant environ mon âge, par exemple Jean Char-les Blais, qui est mon ami. Désormais, lorsque Blais fait un dessin, tous font la queue en disant « Envoie-le nous ! » Son seul souci est de savoir à qui vendre ses tableaux et quel

choix faire au sujet de leur présence dans les collections. D'ailleurs, le ministère français de la Culture reçoit ces photos et leur fait parcourir le monde entier. Ici, que faisons-nous ? Le pays a construit depuis Atatürk 78 000 mosquées et aucun musée. Nous avons perdu la bataille de la culture contemporaine ! C'est-à-dire que pour que l'État puisse à présent payer sa dette au ministère de la Culture dans le domaine de l'art contemporain et de la pensée moderne, celui-ci devrait consacrer durant 10 ans la moitié de son budget au domaine de la culture.

Vous avez vécu de longues années aux États-Unis. Un changement idéologique a lieu généralement chez les personnes qui se rendent là-bas. Comment les États-Unis vont-ils influencer ?

J'ai également étudié le marxisme, j'ai de même vécu dans le milieu du capitalisme. Mais j'ai également vu que le capitalisme sauvage pouvait abandonner les gens à la faim dans la rue malgré toute la richesse d'un pays tel que les États-Unis. Ou bien comment le communisme a envoyé à la mort les gens en Sibérie en disant : « Je vais absolument vous faire vivre la loyauté et l'égalité ! ». En somme, étant donné que suis originaire d'une idéologie solide, j'ai pu m'interroger sur tout cela. Je suis parti pour les États-Unis avec 800 dollars en poche et j'ai vécu de nombreuses aventures. Pour finir, les États-Unis m'ont fait acquérir un bon nombre de choses. En particulier, l'attitude de la Californie, purifiée du racisme, qui considère sociologiquement tout le monde à égalité, le fait que cet océan illimité vous fait renaître chaque matin et le fait que tout le monde dans la rue se dise « bonjour, comment vas-tu ? »... C'est-à-dire que les États-Unis m'ont fait gagner un bon nombre de valeurs humaines et philosophiques. Mais ceci ne m'a pas empêché de critiquer politiquement les États-Unis et de prendre place au centre de cette formation fondée afin de faire arrêter la guerre irakienne.

Je fais de la politique pour poursuivre librement ma profession.

À l'heure actuelle, l'Occident ne possède pas un autre peintre pour le mettre à la place où je me trouve.

Que pensez-vous des relations entre l'impérialisme et la globalisation ?

L'impérialisme ne veut pas d'un État-nation puissant. Il veut implanter dans le monde entier ses propres marchandises et veut soumettre le monde à sa domination.

Je ne suis pas contre l'Internet, la technologie et le progrès. Je suis originaire d'une philosophie qui dit « il aurait mieux valu qu'il n'y ait pas de frontières dans

le monde. » Mais, je suis contre le nationalisme ethnique. Et, comme conséquence de la politique de « division et d'administration » de l'impérialisme occidental, je vois que celui-ci provoque un nationalisme ethnique à moitié secret. Bien sûr, je suis contre le fait que l'on bombarde des civils en s'emparant des ressources et en prétendant qu'il ne reste dans le monde qu'une quantité de pétrole suffisante pour 25 ou 30 ans et que l'on dise comme mensonge au monde entier que ceci est un mouvement démocratique. Je trouve la réaction de l'U.E. très passive et superficielle et qu'elle nie ses propres valeurs. Je ne suis pas contre la globalisation. Je suis libéral. La liberté est difficile à obtenir mais facile à perdre. Aussi je trouve qu'il n'y a pas vraiment de terrain de discussion libre. Par exemple, des campagnes de désinformation ont été orchestrées au sujet de la Turquie. Malheureusement, l'Europe également se mêle à cela. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des articles parus au sujet de la Turquie dans les journaux Libération et Le Monde affirment que « la Turquie est un État militaire, fasciste, coupable du génocide arménien, ayant envahi Chypre sans aucune raison et égorgeant les Kurdes à l'Est. » Si vous dites tout ceci votre article paraîtra. Mais si vous prétendez le contraire, dans ce cas-là votre article ne sera jamais publié. C'est ainsi que fonctionnent les démocraties en Occident.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan



Qui est Bedri Baykam ?

Il est né en 1957 à Ankara. Il commence la peinture à l'âge de deux ans et, à six ans, il expose ses œuvres à Ankara, Berne et Genève. Reconnu enfant prodige, tout au long des années 60, il a exposé régulièrement dans de nombreux centres culturels en Europe et aux États-Unis. En 1975 il s'installe à Paris et fait un master d'économie et de gestion à l'Université de la Sorbonne. L'artiste est également membre actif des associations « Soutien à la vie moderne » et l'association « des penseés d'Atatürk ».

La Hongrie en crise ?



*Olivier Buirette

Depuis le dimanche 17 septembre, une crise majeure déchire la jeune démocratie hongroise née de la chute du communisme à la fin des années 1980. À l'origine de cette crise, se trouvent à la fois le scandale

des propos tenus par le jeune Premier ministre social-démocrate Ferenc Gyurcsany qui avait pourtant remporté une nette victoire aux législatives du printemps dernier, mais aussi une accumulation de problèmes économiques et sociaux liés aux réformes indispensables que la Hongrie doit mettre en place au nom de sa marche vers l'euro prévue à l'horizon 2010.

De retour de Budapest où j'étais pour un séminaire du 15 au 17 septembre, j'ai eu l'occasion de discuter de tout cela avec des amis hongrois et français résidant sur place et, d'un commun avis, l'augmentation considérable des droits d'inscription universitaires de la rentrée 2006 liée aux incidents dont ont été victimes quelques minorités hongroises dans la République slovaque voisine avaient déjà créé un terrain favorable à une agitation nationaliste. Dans l'après-midi du samedi 16 septembre, on pouvait très bien percevoir une certaine tension au travers notamment de nombreux stands de mouvements d'extrême droite installés dans la capitale hongroise

(notamment ceux du parti ultranationaliste Jobbik). La révélation des propos du Premier ministre Gyurcsany dans la nuit du 17 au 18 a ainsi suffi à mettre le feu aux poudres. Connaissant bien la Hongrie depuis 1990, je ne crois pas que la démocratie hongroise puisse être renversée, mais ces émeutes, qui sont à l'origine le fruit de l'extrême droite hongroise minoritaire, ont peu à peu rallié une grande partie de la population, mécontente de la situation économique du pays et surtout ne voyant pas les bienfaits de l'adhésion récente à l'Union européenne depuis le 1er mai 2004.

Alors, que faut-il conclure dans l'immédiat ? Usure du pouvoir pour les sociaux-démocrates ? Difficultés de finaliser la mutation économique du pays ? Retour des fantômes nationalistes du passé ? Sans doute un peu de tout cela.

Les élections municipales auront lieu en Hongrie dans quelques jours ; ne doutons pas un seul instant qu'elles seront un moyen pour la population de s'exprimer. Ou bien, suite à cette crise, des élections législatives anticipées auront lieu ou bien le pouvoir actuel en sortira conforté. Les dernières projections donnent cependant victorieux le leader du parti Jobbik, Istvan Tarlos, au fauteuil de maire de Budapest. En tout état de cause, ce sont les électeurs qui décideront.

**Dr. Olivier Buirette, Historien à l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III*

La question de l'identité européenne dans la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union



*Garip Turunç

L'évolution de l'intégration européenne a contribué, ces dernières années, à un vrai renouveau du débat intellectuel sur la question de l'identité européenne. La Turquie, vecteur d'interrogations de l'Europe sur elle-même, a soulevé des controverses passionnées qui montrent son importance dans les mémoires, et que sa candidature à l'Union permet d'énumérer. Qui est européen ? Quels sont les limites de l'Europe ? Qui peut prétendre à l'adhésion ? Et surtout : Qu'est-ce qu'une communauté politique ? Une grande famille ? Un club (chrétien) ? Une association ? L'Europe qui se construit face aux défis de l'histoire doit répondre enfin sur son concept, sa propre définition, en tant que projet politique. Il y va de la compréhension qu'elle a d'elle-même, de ce qu'elle veut devenir et surtout du rôle qu'elle pourrait jouer à l'avenir. Tenter de cerner le sens de ce que pourrait bien signifier une « identité » et une « culture » européennes doit nous permettre d'appréhender notre passé en tenant compte de nos particularismes de manière critique et ouverte pour parvenir à assumer une identité commune s'adaptant aux évolutions du monde. Nous référant à la formule nietzschéenne « deviens ce que tu es », nous devons chercher notre identité commune dans la finalité que nous donnons à l'Union européenne. Autrement dit, à nous retrouver nous-mêmes dans un projet d'avenir nous réunissant et nous identifiant. Dans cette perspective, seule une identité politique qui accepte une nouvelle forme d'identification des citoyens à l'entité politique européenne est capable de réunir tous les Européens, sans exclusion aucune. Selon cette vision, qui correspond au concept de « patriotisme constitutionnel » développé par le philosophe allemand

Jürgen Habermas au début des années 1990, l'identité de l'Union européenne pourrait se stabiliser sur les principes d'universalité, d'autonomie et de responsabilité civique qui sous-tendent nos conceptions de la démocratie et de l'État de droit. C'est de l'adoption de principes caractérisant une culture démocratique plutôt que de l'évocation d'un passé culturel commun que naîtrait, selon cette analyse, une identité politique partagée. Le patriotisme constitutionnel permettrait ainsi de fonder l'identité de l'Europe sur des principes universels qui rendent possible une communication entre les différentes cultures nationales et subnationales. Le motif d'appartenance n'est ni la parenté géographique ni la proximité culturelle, mais la reconnaissance commune de principes constitutionnels – ceux de la démocratie et de l'État de droit – sans lesquels il n'y aurait pas d'espace institutionnel stable pour l'exercice de la liberté. Le champ européen est, pour les nations, ce milieu de la reconnaissance de soi dans l'autre. Ce que l'on nomme « identité européenne » n'est rien de fermé, de replié sur son patrimoine culturel.

Cela n'empêche pas que l'Union européenne possède bien son principe de verrouillage. Celui-ci résulte même en première ligne de l'exigence catégorique, opposée aux États membres comme aux candidats à l'adhésion, de satisfaire aux conditions précisément exprimées dans ces énoncés universalistes : respect de la personne humaine, des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'État de droit. Ces exigences apparaissent comme le premier critère d'appartenance à l'Union.

Dans cette perspective, l'identité politique de l'Europe ne saurait être simplement

dérivée d'une identité historique de ses nations. On évoque volontiers le patrimoine civilisationnel, spirituel, de l'Europe. Mais celui-ci a moins valeur de limite que de ressource ; ressource de symboles religieux, philosophique, moraux, juridiques, émanant de traditions diverses dont le noyau universaliste vaut comme un principe d'ouverture aux autres identités, plutôt que de fermeture. D'où il suit que le slogan politique de l'Europe chrétienne, si décisif qu'il ait été le christianisme pour l'esprit européen, est contraire à cet esprit et à l'esprit du christianisme qui, aux antipodes de l'autogestion narcissique, est oublié de soi et ouverture à autrui. Un tel slogan politique favorise le choc des civilisations, alors que l'Europe a un rôle opposé à tenir

La candidature turque constitue pour les Européens un nouveau défi, un test d'authenticité et de responsabilité.

face au monde : celui de carrefour, de lieu de dialogue, de cohabitation des civilisations. Il s'agit là de questions immenses liées à la fois à la politique et à l'économie, à la paix et à la guerre, à l'émancipation et à l'identité. En cela, la candidature turque constitue pour les Européens un nouveau défi, un test d'authenticité et de responsabilité.

Depuis l'effondrement de l'Empire ottoman en 1920, la Turquie n'a cessé de consolider son caractère européen. Son fondateur, Atatürk, a voulu une nouvelle identité pour les Turcs et l'occidentalisation politique qu'il inspira résolument devant nécessairement s'accompagner d'une occidentalisation économique et sociale. Ce choix est aujourd'hui celui de la population turque pour qui adhérer à l'Union, c'est d'abord et avant tout « adopter les valeurs européennes de démocratie, de droits de l'homme et de modernité ». À la question, « voulons-nous vivre ensemble ? », les Turcs répondent « oui ». Les négociations d'adhésion entre l'Union et

Ankara sont en cours depuis l'année dernière. Reste qu'aux yeux de certains, nous sommes confrontés, non pas à une « guerre des civilisations » comme l'a dit un auteur américain, mais tout de même à des groupes qui dénoncent l'Autre, le rejetent.

Ce rejet trouve son expression dans une « faille historiographique » qui semble continuer à produire un face-à-face au travers duquel l'une des parties dénie à l'autre la dimension de l'historicité, et chacune représente l'autre comme son identité négative. La « question turque » suscite de nouveau un retour sur l'histoire, qui fait se superposer l'Europe des limes de l'Europe romaine, celle circonscrite par l'aire de diffusion de l'architecture baroque ou encore celle de l'Empire des Habsbourg (un commissaire européen, M. Frederik Bolkestein, est allé jusqu'à déclarer que si la Turquie était admise au sein de l'Union, « la libération de Vienne [assiégée par les Turcs] en 1683 aurait été vaine »).

À ces discours répondent ceux des intellectuels qui, au contraire, mettent en évidence la porosité et la bigarrure de l'Europe au travers des siècles : « Cette rencontre entre l'Europe et l'Empire ottoman est le grand exemple de deux mondes qui, en se combattant et en se déchirant, finissent par s'interpénétrer imperceptiblement, et s'enrichir réciproquement ». Le plus grand écrivain occidental de la rencontre entre ces deux mondes, Ivo Andrić, n'a pas été par hasard fasciné par l'image du pont, symbolisant une voie de communication étroite et difficile jetée par-dessus l'obstacle de fleuves indomptés et d'abîmes profonds, de races et de croyances. Nombreux sont ceux qui invitent aujourd'hui l'Europe à renoncer à ses propres spécificités afin de se rendre disponible « pour la rencontre d'autres fondements et d'autres horizons ».

Garip Turunç

*Maître de conférences

à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV

Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Il faut encourager la Turquie

(Suite de la page 1)



Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime.

À la question « que pensez-vous de la candidature de la Turquie à l'UE ? », Madame Debré a répondu : « ...la Turquie a vocation à avoir des liens très étroits avec l'UE, mais est-ce que la Turquie est prête aujourd'hui, je n'en suis pas sûre. Il faut laisser du temps au temps afin que la Turquie puisse se conformer aux critères. Il faut l'encourager à faire toutes les réformes nécessaires à son adhésion. Même si j'aime énormément ce pays, je crois que c'est trop tôt. Nous ne sommes pas prêts, la Turquie n'est pas prête non plus. Bref, nous ne sommes prêts ni l'un ni l'autre ». Quant à la position hostile de l'opinion publique en Europe, elle pré-

cise : « il faudra beaucoup de pédagogie car il y a désormais un référendum pour toute nouvelle entrée d'un pays dans l'UE. Alors la question est : comment faire évoluer les mentalités et comment faire mieux connaître la Turquie aux Français et aux Européens ? Il est vrai qu'il est important de convaincre les hommes politiques, mais il faudrait avant tout convaincre nos concitoyens. »

Mme Isabelle Debré, qui revenait en Turquie après vingt-deux ans d'absence, a expliqué à M. Hüseyin Latif, le directeur de la publication de notre journal : « ...le partenariat économique ne pose aucun problème entre la France et la Turquie, et n'a jamais été remis en cause. Désormais, il faut avoir une approche différente envers nos concitoyens car il existe un gros problème de communication auquel il faut remédier. Nous devons faire un profond travail de sémantique pour aider à la communication et démystifier la situation.

Par exemple, il serait bon d'employer le nom d'adhésion et non pas d'entrée de la Turquie qui peut sous-entendre une arrivée massive des Turcs. Je répète encore qu'il faut laisser du temps au temps ; en revanche, il faut, par des liens économiques, maintenir et renforcer cette fraternité et cette amitié franco-turques entre nos deux pays. »

Quant à Mme Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime, elle nous a dit être touchée par un accueil si chaleureux et surprise par des Turcs dont elle ne soupçonnait pas l'amour pour la France et à quel point la France est une référence dans ce pays. « Je n'imaginai pas non plus la Turquie à ce point occidentalisée et tournée vers la modernité par ses infrastructures et son dynamisme économique. On dit que la Turquie est la Chine de la Méditerranée, je trouve que c'est exact. » Tout comme Mme Debré, elle souligne l'importance de la pédagogie et d'une



Yves-Marie Laouënan

meilleure connaissance de part et d'autre afin de corriger les préjugés dans l'opinion publique. Elle ajoute qu'il ne faut pas méconnaître deux facteurs : « ...il faut d'une part que les Français sachent quelle Europe ils veulent – et en ce moment l'Europe est en panne – et d'autre part, ils ont aussi besoin de savoir si les nouveaux pays entrants, dont la Turquie, adhèrent réellement aux valeurs fondamentales de l'Europe. »

Finalement, les deux sénatrices se rejoignent dans leur message d'amitié aux Turcs et souhaitent que, durant le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, les bonnes relations entre nos deux pays puissent continuer et se renforcer.



Catherine Morin-Desailly

Mehmet Dülger

Isabelle Debré

La Syrie : un pays sûr avec une forte tradition d'hospitalité



Saadallah Agha al-Qaala

Rencontre avec le ministre du Tourisme de la République arabe syrienne, M. Saadallah Agha al-Qaala, qui a exposé au cours de notre entretien l'histoire de la Syrie mais également les défis de son pays dans le domaine du tourisme, les relations avec la Turquie et enfin les conséquences de la guerre au Liban.



*Carine Martin

Le secteur touristique : un potentiel indéniable

Depuis 2000-2001, la Syrie se donne une nouvelle mission à travers le tourisme dont elle espère qu'il sera un des moteurs pour propulser

l'économie nationale, le développement régional mais aussi pour favoriser le dialogue entre son pays et les autres pays.

M. Saadallah Agha al-Qalaa, ministre syrien du Tourisme, s'est appliqué à présenter toutes les possibilités liées au patrimoine syrien. Il a souligné que la Syrie, dans toutes ses régions, offre une diversité touristique exceptionnelle, historique et naturelle. « Mon pays est une destination unique, qui offre la culture, l'archéologie,

la nature, la diversité géographique avec les côtes maritimes, les montagnes, les lacs et le désert ».

Le ministre du Tourisme syrien participe directement à la valorisation et à la promotion d'un pays témoin de la présence de nombreuses cultures et religions qui se sont succédé et mélangées au cours du temps. « La Syrie est le berceau des chrétiens, des musulmans et d'autres civilisations qui ensemble ont contribué à l'histoire de l'humanité. Toutes les personnes qui visitent la Syrie visitent le monde et l'histoire du genre humain ». La Syrie compte des dizaines de sites archéologiques romains dont Palmyre, Apamée et Rusafa (Résafé) sont les plus importants.

La Syrie : un pont entre civilisations

Le ministre a mis l'accent sur l'importance du rôle du tourisme dans la propagation de la paix entre les peuples, soulignant l'importance de l'interaction et du dialogue entre les peuples. « La façon de vivre entre Syriens musulmans et Syriens chrétiens offre un exemple de vie en harmonie et un modèle qui doit être connu par tout le monde en cette période où nous vivons un temps mouvementé » a commenté M. al-Qalaa.

« Tout le monde parle de clachs entre civilisations alors que nous pouvons parler de dialogue entre Syriens. La Syrie offre un modèle méritant d'être vu et compris par d'autres peuples et d'autres cultures ». Le ministre, sensible à cette tradition d'échanges religieux et cultu-



rels, souhaite la conserver et favoriser son développement.

Le ministre a également souligné qu'une visite en Syrie permettra aux visiteurs de découvrir le vrai visage de la Syrie, précisant que « la Syrie est un pays sûr avec une forte tradition d'hospitalité ».

« Notre défi actuel est l'investissement plutôt que la promotion »

En 2005, quelque 3,4 millions de touristes ont visité la Syrie contre 1,5 en 2000. Ce chiffre comprend 2,4 millions de touristes arabes majoritairement en provenance du Liban, de Jordanie, d'Irak et des pays du Golfe, 500 000 touristes musulmans arrivant essentiellement de Turquie, d'Iran ou d'Indonésie et environ 500 000 Occidentaux venant essentiellement de France, d'Allemagne, de Russie, d'Italie et du Royaume-Uni. Le secteur touristique a représenté 7 % du PIB en 2005. Le ministre a expliqué que « le taux de croissance a été de 15 % en moyenne entre 2001 et 2005. 15 % par an, cela représente un doublement en cinq ans, période nécessaire pour construire un réseau ».

« Notre défi actuel est l'investissement plutôt que la promotion. Il nous faut augmenter la capacité en lits pour faire face à une demande croissante. Des investissements internationaux sont nécessaires dans ce domaine » a reconnu le ministre qui reste

optimiste sur l'avenir. « Nous sommes passés d'un taux d'investissements de 100 millions de dollars en 2003 à 940 millions de dollars en 2005. Fin 2006 nous devrions passer à 1,3 milliard de dollars grâce aux licences passées cette année ».

Le ministre a souligné l'importance des nouveaux projets d'investissement touristique qui sont entrés en service cette année ou qui entreront en service prochainement en vue de fournir un produit touristique diversifié avec des qualifications internationales.

L'un des objectifs du ministre syrien du Tourisme est de développer le tourisme régional et de mettre davantage en valeur le potentiel de villes comme Palmyre, Mari, Maaloula, la côte et les citadelles des Croisés. Damas et Alep étant déjà très connues. « Jusqu'en 2004, la distribution des nouveaux investissements était de 50 % pour Damas et 50 % pour l'ensemble des autres régions. En 2005 nous sommes passés à 64 % pour les autres régions et 36 % pour Damas avec une montée spectaculaire de la somme totale des investissements. La répartition de ces investissements est donc devenue plus équilibrée ».

Plusieurs projets sont en cours de développement : le tourisme rural et écologique, le tourisme d'hiver avec la possibilité de faire du ski, le tourisme sportif avec le golf, et le tourisme historique comme à Palmyre ou il



sera possible de revivre la vie d'autrefois (avec costumes, habitat et cuisine d'époque).

C'est dans ce but qu'il invite les investisseurs privés étrangers à participer à ce développement régional en encourageant la simplification des procédures administratives et en adoptant une stratégie de promotion des investissements. Cette stratégie consiste à favoriser l'achat de terrains par des étrangers et la réalisation de nombreux projets touristiques comme, par exemple, l'ouverture de nouvelles sections professionnelles de tourisme, notamment dans les universités. L'objectif est également de pouvoir accueillir d'autres projets dans le domaine du tourisme (structures hôtelières, villages touristiques, etc.), grâce à des procédures d'exonération fiscale pendant les sept premières années, qui reste à 50 % à partir de la huitième année. Afin de coordonner tout cela, six « Chambres du tourisme » ont été instituées qui collaborent entre elles et opèrent sur tous les secteurs du tourisme.

Syrie-Turquie: un réchauffement après des années d'hostilité

Le ministre a également abordé le sujet des relations de coopération bilatérale dans le domaine touristique avec la Turquie. M. al-Qalaa a souligné le grand développement récent des échanges touristiques entre les deux pays, le nombre de touristes turcs en Syrie s'étant élevé à 700 000 personnes l'année dernière.

Il a rappelé l'importance de la visite de Bachar el-Assad en Turquie en janvier 2004, qui fut la première visite d'un président syrien en Turquie depuis l'indépendance du pays en 1946.

Pour les analystes, la visite d'Assad a permis de normaliser les relations entre les deux voisins après des années d'inimitié. Malgré la persistance d'une querelle sur la province turque de Hatay, qui compte une importante population arabe et sur le partage des eaux de l'Euphrate, Ankara et Damas ont signé ces cinq dernières années des accords sur des questions d'intérêt commun, notamment militaires, sécuritaires et économiques. « Je crois que la Turquie occupe une place importante dans le cœur de tous les Syriens et tout ce qui

La guerre de l'eau

Le plateau du Golan est un petit territoire et son sous-sol n'est riche ni en pétrole ni en matières précieuses. Alors pourquoi n'a-t-il cessé d'occuper une place prépondérante dans l'affrontement permanent auquel se sont livrés Israël et la Syrie depuis 1948 ? À l'évidence, l'importance du Golan pour Israël réside ailleurs...

Plateau d'une altitude de 500 à 1300 mètres, le Golan représente une région stratégique car ce plateau surplombe à l'Est la région de Damas et domine à l'Ouest le lac de Tibériade. Une partie des affluents du Jourdain y ont leur source et son principal intérêt pour Israël réside dans le fait qu'il constitue un véritable château d'eau dont Israël détourne 35 % de l'eau qu'il utilise actuellement. D'ailleurs c'est à Katsin, capitale du plateau, que se trouve l'usine de conditionnement de l'eau minérale israélienne « Mei Eden ». Ainsi, le Golan représente le principal réservoir d'eau douce d'Israël. Les besoins stratégiques globaux d'Israël nécessitent le contrôle du Golan car il s'agit de la défense de son principal approvisionnement en eau.

Depuis 1967, le système de colonisation israélien est accompagné d'une exploitation intensive des ressources terrestres et naturelles, et particulièrement de l'eau. Israël a élaboré une législation rigoureuse limitant le droit des populations arabes et druzes du Golan à utiliser l'eau des Territoires occupés (interdiction de creuser des puits, quotas). Depuis 1967, l'eau y est déclarée « ressource stratégique sous contrôle militaire ». Seuls les camions-citernes de l'ONU peuvent passer la ligne de démarcation



pour aller se réapprovisionner en eau.

Les conséquences sont graves pour la Syrie, qui a besoin de mener des projets d'irrigation importants. Depuis 1996, la Syrie considère que le retrait israélien est indispensable car les eaux de ce plateau lui appartiennent et qu'elle seule doit pouvoir en faire usage. Le contentieux qui existe entre la Syrie et Israël sur la ques-

tion de l'eau est loin d'être exclusif dans la région. Les divers conflits du Proche et Moyen-Orient sont pratiquement tous sous-tendus et parfois exacerbés par le contrôle des ressources en eau qui est une nécessité vitale pour ces États. Israël exploite aujourd'hui environ 98 % des ressources en eau sous son contrôle et sera donc obligé à terme soit d'optimiser les ressources existantes, soit de s'approprier de nouvelles ressources aux dépens de ses voisins, notamment du Liban et de la Jordanie, au risque de provoquer une nouvelle guerre.



Pour une paix durable

Au lendemain de la guerre au Liban, le moment est venu de voir les choses en grand et de négocier sur toutes les questions et avec tous les États de la région pour aller vers une paix définitive. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, rentre d'une tournée au Proche-Orient, au cours de laquelle il s'est efforcé d'obtenir des concessions de toutes les parties pour parvenir à une paix juste et durable. De leur côté, toutes les parties, arabe, israélienne, régionale et occidentale tiennent à profiter de la crise au Proche-Orient et chacune défend ses propres intérêts. Dans ce contexte, la Syrie, stimulée par la victoire de son allié libanais le Hezbollah, ne cache plus son jeu. Elle entend avoir son mot à dire et défendre ses intérêts.



En effet, le chef de l'État syrien, Bachar el-Assad a laissé comprendre ces dernières semaines qu'il jugeait le moment opportun pour relancer le dialogue sur la restitution du plateau du Golan en contrepartie d'une paix véritable (Il s'agit du principe de « la terre contre la paix » discuté lors de la conférence de Madrid en 1991). Les hauteurs du Golan ont été prises à la Syrie en 1967, lors de la guerre des six jours, puis

annexées en 1981. « La paix impose à Israël de restituer les Territoires occupés à leurs propriétaires et de rétablir leurs droits » a revendiqué el-Assad. Damas réclame la totalité des territoires qu'elle contrôlait à la veille de la guerre israélo-arabe, et en particulier la rive orientale du lac de Tibériade.

De son côté, le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a déclaré que « tant que la Syrie continuera de soutenir le terrorisme, il n'y a pas lieu de négocier ». Mais une partie grandissante des responsables israéliens sont convaincus que sans une solution sur la question du Golan avec la Syrie, il n'y aura jamais de paix durable avec le Liban. Israël aurait-il vraiment l'intention de renoncer au Golan ? Ou bien s'agit-il d'une pause tactique destinée à désamorcer la grogne grandissante des électeurs et les critiques de l'opposition de droite ? Toujours est-il que cette guerre du Liban a ramené le Golan sur la table des négociations politiques régionales et que la Syrie, jusqu'alors isolée et marginalisée sur la scène internationale, redevient un acteur-clé de la politique régionale.

Le régime syrien du président Bachar el-Assad, persuadé qu'il est incontournable pour qu'un règlement puisse intervenir entre le Hezbollah et Israël, profite des événements pour rappeler son poids régional et les leviers dont il dispose au Proche-Orient.

nous relie dans l'histoire et les relations familiales doit être reconsidéré pour que le tourisme soit le moteur de relations plus fortes entre nos deux pays frères et pour favoriser l'élaboration de projets mixtes syrio-turcs » a commenté M. al-Qalla. En matière touristique, la Syrie et la Turquie ont récemment signé un accord de coopération visant à se promouvoir ensemble auprès des marchés chinois et japonais.

Le ministre syrien a également souligné la solidité de son engagement auprès du marché français. Une semaine touristique est prévue au mois d'octobre à Marseille. « Cette visite sera l'occasion de renforcer la coopération franco-syrienne en matière touristique ». Les Français constituent en effet le premier contingent de touristes européens visitant la Syrie. La France et l'Allemagne sont deux marchés essentiels pour le tourisme syrien.

Les conséquences de la guerre du Liban

Au lendemain de la guerre du Liban, nous avons tenu à interroger le ministre

du Tourisme syrien sur les conséquences du conflit sur le tourisme dans son pays. « Au moment de l'agression israélienne

sur le Liban, nous étions au pic de notre saison estivale. La majorité de nos touristes venaient des pays du Golfe et étaient arrivés fin juin-début juillet pour une période d'un mois et demi. Notre devoir était de recevoir et d'héberger les touristes arabes et européens au Liban. Nous avons monté une cellule de crise et nous avons converti les restaurants en zones provisoires de repos. Nous avons également ouvert tous les campus universitaires. Notre saison n'a pas été tout à fait

mise en difficulté parce qu'elle était déjà bien avancée. Par contre, la saison de septembre, qui marque le début de la saison touristique européenne, a été sérieusement altérée. Nous estimons à 30 % l'annulation des packages touristiques européens. Mais le mois d'octobre pourrait nous permettre de redresser la situation. »

Dossier préparé par Carine Martin, journaliste



UFR d'Études européennes de Paris III



*Jean-Marc Delaunay

Ces cursus, au corps étudiant cosmopolite et à l'enseignement pluridisciplinaire, constituent une option à envisager pour les étudiants turcs qui s'intéressent aux problématiques européennes et créer pour eux des débouchés intéressants. Dans l'immédiat, cette UFR permet d'acquérir les connaissances nécessaires pour œuvrer à développer les relations entre la Turquie et les instances de l'UE.

« À l'origine, cette structure pédagogique, née au début des années 1970, s'appelait le DEJEP (Département d'Études Juridiques, Économiques et Politiques), puis elle est devenue le DESC (Département d'Études de la Société Contemporaine) en 1988-1989. Cette évolution a été confortée par des ajouts ainsi que par la création de diplômes de recherche et d'enseignement. Son contenu s'étant modifié, il a fallu clarifier l'intitulé du département, le préciser. C'est ainsi qu'est née l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) d'Études européennes en avril 2005. Celle-ci a intégré des études en droit et en sciences politiques qui n'existaient pas précédemment. Nos formations sont pluridisciplinaires et nous collaborons avec d'autres UFR de Paris III et d'autres universités, comme Paris I, pour l'enseignement de certaines disciplines. Nos étudiants viennent en grande partie de l'étranger, ils représentent entre 52 et 65 % des inscrits selon les diplômes. Ceci nous oblige à développer des relations plus intenses avec des universités étrangères.

Nous avons des contacts fréquents avec Bruxelles et l'un de nos confrères, enseignant, est membre d'une direction générale chargée de l'élargissement de la Commission européenne. Certains de nos enseignants viennent déjà des instances de Bruxelles pour donner des cours aux étudiants de notre UFR et nous cherchons à approfondir encore davantage nos échanges avec les instances bruxelloises.

La licence d'études européennes vise à

préparer les étudiants au master professionnel d'expertise en projets européens ou de recherche en études européennes. Elle s'adresse aux étudiants venus, naturellement, de Paris III ou d'autres universités françaises, étudiants ayant suivi auparavant des cursus de lettres, de droit, de communication, d'histoire, d'économie, de sciences politiques. Nous proposons aussi à des étudiants venus de l'étranger d'intégrer notre licence après examen de leur dossier, l'intérêt étant d'offrir à ces étudiants un accès aux études sur la construction de l'Europe et sur les pays européens. Le master se prépare en deux ans avec une première année en tronc unique et il se situe au niveau de l'ancienne maîtrise. Cette étape prépare l'accès à la deuxième année en recherche ou à orientation professionnelle. Nous comptons environ 50 à 60 étudiants inscrits à ce niveau, mais l'UFR d'études européennes s'appuie aussi sur une école doctorale qui accompagne 70 doctorants. Pour intégrer notre master depuis l'étranger, il faut soumettre son dossier de façon que la formation du candidat puisse être évaluée, cette dernière devant, bien entendu, être en cohérence avec les formations que nous proposons. Le master professionnel bénéficie déjà d'une excellente réputation et le taux de placement des étudiants à la sortie est bon. Au reste, une étude est en cours pour l'évaluer précisément.

L'UFR compte quinze enseignants permanents, régulièrement épaulés par des chargés de cours, ce qui nous permet de former des fonctionnaires ou des agents économiques disposant d'une très large base d'embauche et possédant une solide formation intellectuelle. Les étudiants en master professionnel doivent faire un stage pratique, ce qui est également possible en master de recherche. L'évaluation des étudiants en licence et en master 1 se fait sur la base de dossiers rendus, d'exposés présentés et d'examens sur table. »

Pour en savoir plus : (33) 01 45 87 40 82
Ufr-europe@univ-paris3.fr

**Jean-Marc Delaunay
Directeur de l'UFR d'Études européennes,
Université de la Sorbonne nouvelle, Paris III*

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ N° de téléphone : _____
Fax : _____ Email : _____
Date : ____/____/____ Signature : _____

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)
- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)
Bizimavrupa Yayincılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@alaturque.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)
- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais
n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G
Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com alt 18

DROIT A L'ÉVASION ?

oui!

Turquie

Week-end Happy Istanbul ***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

dans votre agence de voyages ou

www.marmara.com

0892 161 161

Droit au voyage

Les équilibres se sont-ils remis en place dans l'économie ?



*Selda Atik

Les effets des turbulences économiques, qui ont commencé début mai et qui ont pour cause l'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés intérieurs et les marchés très développés, perdurent. À mon avis, il est utile d'analyser les développements concernant cette période de quatre mois. Aujourd'hui, on observe que les spéculations de crise attendues ne se sont pas réalisées comme je l'avais écrit précédemment. La raison essentielle est que la Turquie possède des équilibres économiques plus solides qu'il y a cinq ou six ans. Mais en dehors de cela, un autre facteur qu'on ne peut pas nier, consiste en les déclarations positives provenant des États-Unis qui sont à la tête des marchés développés, et en celles de la FED qui annonce que les taux d'intérêt n'augmenteront pas.

Le fait que les acteurs du marché aient changé d'orientation et que les liquidités internationales préfèrent retourner chez elles a donné lieu à l'apparition en Turquie, comme dans les autres économies montantes, de fonds spéculatifs (s'élevant à 4 milliards de dollars). Cette actualité, qui ressemble beaucoup au scénario de 2001, a pu faire naître dans la population turque un sentiment de déjà vu. Durant cette période, le cours du dollar, qui était aux environs de 1,3 YTL début mai, est arrivé à 1,7 YTL. Étant donné que cela signifie une perte de valeur de 30 % de la livre turque, il n'est pas difficile de comprendre la cause de la panique.

Au cours du mois de juillet qui a suivi la

crise, l'inflation a suivi une augmentation parallèle à l'augmentation des cours. Alors que les attentes étaient d'environ 0,45 %, la réalité fut de 0,85 %. Et lorsque les taux d'intérêt qui ont suivi le cours passèrent de 13 % à 20 %, les yeux étaient rivés sur la Banque Centrale et le Conseil de la Politique Monétaire (PPK). Après la dernière réunion du Conseil, le 24 août, il n'y a pas eu de nouvelle augmentation des taux d'intérêt et le taux d'intérêt à court terme a été maintenu stable à 17,5 %. Les raisons essentielles de ce maintien sont de diminuer la pression de l'inflation et de donner à la politique des revenus presque autant d'importance qu'à la politique monétaire.

Il est évident que l'augmentation des taux d'intérêt est une évolution inévitable. Car le fait que les objectifs de l'inflation soient atteints a une importance capitale au niveau des autres macroéquilibres pour l'économie turque qui est passée, il y a peu de temps, à la politique de « l'objectif de l'inflation ». Pour cette raison, pour l'équilibre des cours, pour la réduction – même faible – du développement de la demande intérieure ayant tendance à s'emballer et pour éviter les grandes déviations qui peuvent apparaître dans l'objectif de l'inflation, il a fallu augmenter les taux d'intérêt. Mais les grandes peurs des investisseurs et des exportateurs sont un cours bas et des taux d'intérêt élevés. Dans notre pays, où les exportations dépendent beaucoup des importations et donc de l'étranger, il est

Actuellement, le plus grand risque est que le déficit public ne baisse pas malgré la hausse de l'inflation. Il semble s'établir à un niveau annuel de 28,8 milliards.

très difficile de se débarrasser du problème inévitable des cours et des taux d'intérêt. Malgré cela, lorsqu'on observe ces évolutions, on peut voir que la demande intérieure n'a pas pu être diminuée comme on le souhaitait, même si elle a stagné au début de la période et que la production industrielle a continué à augmenter. En vérité, le tableau qui apparaît là est très intéressant... Le fait que la consommation augmente malgré le

cours et les taux d'intérêt qui montent, même si cela a des effets néfastes sur l'inflation, montre en même temps la confiance que la population du pays a dans son système économique. Bien sûr, à côté de

ce point de vue optimiste, il faut aussi parler des risques que le tableau que nous venons de dessiner peut amener. Actuellement, le plus grand risque semble être que le cours et le déficit public ne baissent pas malgré la hausse de l'inflation. Il semble s'établir à un niveau annuel de 28,8 milliards. S'il n'y avait pas eu cette perte de valeur de la monnaie nationale, il pouvait être supérieur de 8 à 10 milliards. Autre élément de risque : la FED ayant décidé de ne pas relever les taux d'intérêt, les fonds spéculatifs s'orientent vers des marchés en développement et particulièrement vers la Turquie à cause de ses taux d'intérêt plus élevés. Et comme il n'a pas été possible de limiter la demande intérieure, les prévisions d'inflation ne semblent pas très optimistes. Entre autres, la hausse des taux d'intérêt augmente la dette intérieure et l'augmentation de la valeur du cours est un des handicaps les plus impor-

tants qui provoquent l'augmentation de la dette extérieure. Par ailleurs, le fait que le prix du pétrole n'augmente pas en ce moment dans le monde ne doit pas signifier qu'il n'augmentera plus.

Un des pas important pour pouvoir aller vers un équilibre stable est de rendre l'augmentation des exportations, qui est un remède contre le déficit public, indépendante des hausses des cours. Il faut rattraper son époque sans oublier que les marchés développés ont depuis longtemps terminé la révolution industrielle pour passer à l'époque de l'informatique. Autrement dit, il faut que la production industrielle devienne plus productive en ce qui concerne l'information technologique (know-how) et il faut libérer l'industrie turque d'une technologie dépendant de l'étranger et des entrées importées. Dans cet objectif, augmenter les dépenses de R&D et donc donner l'importance qu'il faut au « capital humain » pour pouvoir former la main-d'œuvre nécessaire paraît la solution la plus intelligente. À part cela, il ne faut pas oublier la résolution du problème de l'énergie qui garde toute son importance pour l'industrie et la baisse de la charge fiscale. Un autre sujet qui nécessite des mesures, mais sur lequel on n'insistera pas trop, ce sont les fonds spéculatifs qui sont à l'honneur à chaque période de crise. Étant donné qu'il n'est pas possible d'empêcher l'entrée des fonds spéculatifs, il faut s'orienter vers la voie de la taxation ou bien, comme le Chili et la Malaisie, donner un délai pour la sortie des fonds. Ce qui peut diminuer la fragilité des marchés financiers...

* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

Le secteur de santé psychologique en Turquie



*Eda Bozköylü

Peut-on estimer la « santé psychologique » en tant qu'un secteur ? Dans un pays comme la Turquie où le fait d'aller voir un psychologue est encore souvent considéré comme « honteux », quels ont été les facteurs à l'origine de cette progression du secteur de la santé psychologique ? Quels sont les problèmes évidents rencontrés dans ce domaine en Turquie ?

Nous avons rencontré la psychologue spécialiste Dilek Coşkun Tataroğlu afin d'obtenir des réponses à toutes ces questions. Dilek Coşkun Tataroğlu est un ingénieur formé aux problèmes de l'économie qui, par la suite a choisi le

métier de thérapeute. À la question de savoir si la santé psychologique devait être estimée ou non comme un secteur à part entière, elle a répondu de la manière suivante :

« Oui, la santé psychique est un secteur car il y est question de l'offre et de la demande. Il y a encore peu de temps, l'objectif fondamental dans les cliniques était le traitement tandis qu'à présent l'objectif de prendre des mesures se situe au premier plan. Si nous l'analysons de ce point de vue, bien que la santé psychique reste un domaine de la médecine, il ne serait pas injustifié, de notre part, de dire que ce domaine s'est fait aussi une place dans le secteur tertiaire. C'est un secteur important en plein développement. »

« C'est une réalité indéniable que la Turquie possédait des tabous dans ce domaine jusqu'à une période récente. Si nous l'analysons de ce point de vue, le secteur auquel nous nous intéressons apparaît devant nous comme un processus en développement. En Turquie, depuis quand celui qui va chez un psychologue n'est-il plus considéré comme « fou » et pouvons-nous conseiller à nos amis d'aller voir un psychologue en leur disant qu'ils peuvent en obtenir un bon résultat ? La plupart d'entre nous trouvent à cette question une réponse en rapport avec le tremblement de terre de 1999 qui a laissé des traces difficilement effaçables dans notre vie. La réponse est la suivante : « Nous nous sommes rendu compte à partir de cet événement à quel point la santé psychologique de ses habitants est importante pour un pays. Dans cette période, les traumatismes ont nécessité chez certaines personnes le soutien d'un spécialiste et cela nous a amenés à accepter que le fait d'aller chez un psychologue ne devait plus être caché

et qu'on ne devait pas en avoir honte. » Ainsi, le secteur a désormais la voie libre pour se développer. En réalité, le fait que nous imitions l'Europe aussi dans ce domaine joue certainement un rôle important. Le système capitaliste est un autre facteur important du point de vue du progrès sectoriel. Les effets sur les hommes de la nécessité d'institutionnaliser un rythme élevé du travail ont porté à l'ordre du jour les champs de spécialisation dans divers domaines. Des départements des ressources humaines ont été constitués au sein des sociétés et des formations destinées à l'augmentation de la productivité et de la créativité, et des programmes réguliers de conditionnement destinés à l'augmentation de la motivation des travailleurs y sont réalisés. Le penchant pour les formations, les séminaires et les programmes de développement individuel ayant trait aux techniques d'entretien vis-à-vis des candidats qui ne sont pas encore recrutés devient de jour en jour plus intense. Le milieu concurrentiel, un rythme de travail intense et de nombreux facteurs de stress associés ont commencé à détruire la santé psychique des personnes. Toutes les plaintes résultant de ces récents bouleversements nécessitent désormais le soutien de spécialistes.

« Un soutien destiné à atténuer le plus possible auprès des couples et des enfants les effets d'une situation dans laquelle le système éducatif change continuellement, les examens qui deviennent de plus en plus difficiles, les unions conjugales qui

durent de moins en moins longtemps et dans lesquelles on assiste à une recrudescence des divorces et de la violence dans les familles. »

« Par ailleurs, avec le processus de l'Union européenne, les différentes parties de la société ont forcément fait connaissance avec des travailleurs du domaine de la santé psychologique. De même, des modifications importantes ont eu lieu dans les lois. Par exemple, le fait que les enfants et les femmes soient exposés à la violence est devenu un délit. Les tribunaux pour enfants, l'éducation familiale, la police pour enfants et les notions de maisons de protection des femmes ont été remis en question. On a mis en place des projets spécifiques dans les prisons et les maisons de correction. Dans ce contexte, des formations concernant la violence et la communication avec l'enfant ont été obligatoirement organisées dans divers organismes et établissements. »

Mme Tataroğlu précise également la relation étroite entre la psychologie et l'économie à partir d'une approche différente et poursuit de la manière suivante : « nous vivons dans une société névrosée, c'est une réalité. Si je tiens compte des problèmes interindividuels en Turquie, je constate que la raison essentielle en est le manque de communication. En tant que société, nous ne nous interrogeons pas sur le fait de savoir 'ce que tu veux' par rapport à 'ce que je veux' ».

Eda Bozköylü, journaliste



Économie : la tentation patriotique ?

L'Europe vieillissante semble peiner face aux jeunes pays émergents du Sud et les nations qui la constituent s'inquiètent. Comment faire face à cette nouvelle concurrence ? L'une des solutions souvent évoquées est de se protéger à tout prix. Pourtant comme l'explique Sylvie Matelly, co-auteur avec Suzanne Nies d'une étude sur le patriotisme économique, des nuances s'imposent.



Sylvie Matelly

Est-ce qu'à l'heure de la mondialisation, la notion de patriotisme économique a encore une place ?

Le terme de patriotisme est actuellement très démodé et personne ne s'en plaindra. À l'heure de la mondialisation, il implique une forte mainmise de l'État sur les affaires économiques, instaurant donc une parfaite contradiction avec cette libéralisation débridée qu'on connaît depuis 20 ans. Cette revendication est le fait de l'opinion publique et de certaines industries qui souhaiteraient une ingérence plus accentuée de l'État dans les affaires économiques. Or on ne peut que constater que la mondialisation a de multiples effets positifs – comme la croissance économique qui est restée solide ces dernières années – pour de nombreux pays, y compris africains. Néanmoins, elle a aussi des effets pervers en accentuant les inégalités entre les pays ainsi qu'au sein d'un même pays. Il subsiste un certain nombre de personnes qui ne sont pas prêtes à prendre le train de la mondialisation. Elles se retrouvent donc dans une situation difficile. Même si cette question du patriotisme économique paraît à première vue démodée, on se rend

compte qu'elle ne l'est pas tant que cela. Le patriotisme économique pose la question de la régulation. On sait très bien que le libéralisme impose un contrôle car l'être humain est cupide. Il poursuit son intérêt personnel, contrairement à ce que l'on prétend, à savoir que la somme des intérêts particuliers conduirait à l'intérêt général. On sait qu'il est nécessaire d'appliquer de l'huile sur les rouages, or cette huile ne peut venir que de l'État par l'intermédiaire d'une politique économique adaptée. Peut-on parler de patriotisme économique pour autant ? Rien n'est moins certain. On sait juste que les politiques économiques que les États ont adoptées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne sont plus adaptées au contexte actuel. Il est donc nécessaire de trouver une nouvelle voie, comme la troisième voie de Tony Blair ou le modèle suédois. Il y a de la place pour une politique économique forte mais qui respecte les principes du libéralisme. Ceci pourrait permettre à davantage de personnes de bénéficier des effets positifs de la mondialisation.

L'Europe revendique-t-elle davantage ce principe ?

On voit aujourd'hui un certain nombre de pays, les vieux pays industrialisés, qui étaient dans une situation très favorable, assister à l'émergence de nouveaux concurrents menaçant le niveau de vie et le pouvoir d'achat de leurs populations. Il est vrai que, quand la croissance n'est pas suffisante pour maintenir le niveau de vie de la population, celle-ci s'affole. Il ne faut pas oublier non plus que le développement du Sud peut aussi générer une demande économique vis-à-vis du Nord. La montée en puissance des pays du Sud n'est donc absolument pas une mauvaise nouvelle. Quand des régions du monde, ce qui est le cas de l'Europe aujourd'hui, ont un taux de croissance inférieur au taux de croissance

mondial, on peut considérer que ces régions s'appauvrissent. Le danger est l'exploitation politique du phénomène, attisant les nationalismes par exemple et faisant rejeter la faute sur les autres, les Chinois ou les Indiens. S'il est incontestable qu'il y a une montée de la concurrence, il y a aussi une forte augmentation de la demande, liée à l'augmentation du niveau de vie dans ces pays émergents. Par ailleurs, il existe aussi des facteurs économiques internes pouvant expliquer cet appauvrissement, cette croissance ralentie... comme le manque de politique économique, de régulation adaptée. Pour preuve, les pays qui acceptent les règles de la mondialisation, qui disent qu'elle bénéficie aussi aux pays les plus pau-

Il y a de la place pour une politique économique forte, mais qui respecte les principes du libéralisme.

vres et qui en admettent aussi les effets pervers en menant une politique économique adéquate, ont des taux de croissance dynamiques. C'est le cas de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. L'intégration de nouveaux pays à l'Union européenne est aussi un facteur de dynamisme à condition de ne pas tomber dans le piège du nationalisme. L'Union européenne a toutes les cartes en main pour vivre pleinement la mondialisation.

Comment expliquer que collectivement l'UE parvienne au succès alors qu'en son sein des membres sont en crise ?

Ce n'est pas qu'une question économique. C'est aussi une question de culture du libre-échange. Les Européens se sous-estiment souvent en ayant tendance à ne voir que leurs défauts alors que l'Europe reste une des régions les plus riches du monde. Il lui est juste nécessaire d'adapter ses politiques économiques à la mondialisation.

Comment l'Europe peut-elle se sortir de cette situation ?

Les moyens dont elle dispose sont réduits. Néanmoins, elle fait preuve d'initiative comme la stratégie de Lisbonne qui prévoit d'augmenter les dépenses en recherche et

développement pour faire de l'économie européenne la plus dynamique à l'horizon 2010. Pour le moment, les résultats sont mitigés. Une deuxième solution serait de revoir le pacte de stabilité pour le rendre plus flexible. Mais, pour le moment, les membres n'arrivent pas à se mettre d'accord.

L'adoption d'une constitution européenne aurait-elle pu aider à améliorer la situation ?

Je n'en suis pas sûre. Tant que les États jouent selon leurs propres règles, avec ou sans constitution commune, il n'y a pas de différence. Aujourd'hui, face à ses pertes de parts de marché, l'Europe peut adopter deux attitudes : la première – constructive – qui consisterait à s'adapter comme les États-Unis et une autre – plus défensive – consistant à se protéger face aux pays émergents considérés comme un danger. C'est là qu'interviennent les idées de patriotisme économique et aussi de politique économique défensive.

L'Europe va-t-elle pouvoir évoluer dans son attitude ?

La seule solution pour évoluer passe par l'information, apprendre à la population ce qu'est la mondialisation, essayer de rapprocher les cultures. La délocalisation peut aussi permettre de créer de la richesse sur notre territoire en favorisant la survie d'entreprises menacées de disparition. Délocaliser permet aussi de s'ouvrir de nouveaux marchés et génère ainsi du profit. Rien n'est tout blanc ou tout noir. Il est important d'expliquer que ce processus est incontournable et, qu'avec des actions bien menées, on peut obtenir de la croissance.

On parle beaucoup du modèle britannique. Peut-on le transposer en France ? Est-ce que c'est souhaitable ?

Quand un système marche, on a souvent tendance à le qualifier de remède-miracle. Pourtant quand on met en place une politique, on ne peut pas toujours en prévoir tous les résultats. Je suis persuadée que le plus important reste la pédagogie.

Propos recueillis par Mireille Sadège

Le pouvoir des géants vacille



*Aykut Küçükkaya

Ces derniers temps, la hausse importante des prix de l'énergie crée une pression sur les consommateurs et les producteurs qui sont à la recherche d'énergies nouvelles et moins chères. « Les entreprises novatrices » qui montent, avec les solutions moins chères qu'elles proposent, changent l'aspect de la concurrence des marchés du pétrole et du gaz naturel.

Un rapport, publié en plein pendant les récents événements qui se déroulaient au Moyen-Orient et l'actualité dense de la Turquie, n'a pas été répercuté par la presse turque. Ce rapport, publié la première semaine de septembre et intitulé « le changement de régime dans le secteur du pétrole et du gaz naturel » du cabinet d'audit mondial connu « Deloitte », contient des détails importants qui vont susciter des débats dans la période à venir. L'essentiel du rapport est constitué de l'affirmation « les grandes entreprises du secteur du pétrole et du gaz naturel vont devoir faire

face à des risques sérieux ». Deloitte, qui précise qu'avec l'augmentation des prix de l'énergie, la concurrence des petites entreprises novatrices est prête à bouleverser les équilibres du secteur de l'énergie, fait le constat suivant « si les géants du pétrole n'évaluent pas bien les nouvelles dynamiques, leur avenir sera en danger ». Selon le rapport, les risques qui apparaissent durant le raffinage, la recherche et la production, vont influencer négativement la rentabilité des principales entreprises du pétrole. Ils amèneront la fin des géants internationaux qui ont réussi à rester au sommet durant toute l'histoire du secteur du pétrole dans les trois domaines.

Les forces destructrices selon le rapport

Avec l'augmentation de la sensibilité des consommateurs aux prix et le commencement de la disparition des différences entre les marques qui ont un avantage dans la concurrence axée sur le prix, les points de vente au détail qui ont augmenté leur part de marché en

carburants pour les véhicules constituent « la première force destructrice ». Si les distributeurs de carburants bon marché arrivent à obtenir la même réussite dans l'essence qu'on a pu le voir dans les médicaments, l'épicerie et les autres marchandises, la part de marché des géants du pétrole baissera petit à petit. La « deuxième force destructrice », c'est la montée des entreprises, qui obtiennent des carburants à partir de mélanges de déchets et de pétrole, qui menacent l'avantage des entreprises principales obtenu grâce à l'économie d'échelle de l'Europe. Dans le rapport, il est signalé que ces entreprises attisent la concurrence dans les prix. « les petites entreprises novatrices mettent sur le marché de l'essence qu'elles obtiennent à partir de déchets pétroliers qu'elles ont acheté bon marché aux raffineries des grandes entreprises de pétrole. Ces entreprises réussissent à faire baisser les marges bénéficiaires de leurs concurrents géants avec leurs nouvelles méthodes de travail ».



Enfin, le fait que les grandes entreprises dominent les trois domaines essentiels du secteur subissent dans leur recherche de pétrole la concurrence des entreprises qui fournissent les services de terrain est considéré comme « la troisième force destructrice » et comme une menace.

Alors que va-t-il se passer ?

L'augmentation de la demande pour les nouveaux carburants est attendue dans cette période où les factures de pétrole enflent sans cesse. Désormais, de nos jours, de farouches combats commerciaux sont menés dans les domaines de la capacité de raffinage limitée, de l'accession aux nouvelles sources d'énergie dans les endroits difficiles et isolés et du développement des carburants « alternatifs ». Ces combats critiques semblent influencer tout le tableau dans le monde avec les nouveautés dans le secteur. Bien sûr, le fait que les acteurs qui étaient en haut de l'affiche chutent, autrement dit que les géants du pétrole partagent ou non ce destin écrit, dépendra du chemin que ces entreprises suivront...

**Aykut Küçükkaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet*

Le point sur le projet de rapport sur la Turquie présenté par la Commission des Relations extérieures du Parlement européen



*Ercüment Tezcan

Le lundi 4 septembre au soir, le Parlement européen s'est prononcé sur le rapport que la Commission des Relations extérieures avait élaboré au sujet de la Turquie. Le rapport de cette année a été élaboré par le parlementaire démocrate-chrétien néerlandais Camiel Eurlings. Eurlings avait, au début, élaboré un rapport extrêmement équilibré mais, suite aux modifications incohérentes ajoutées en particulier à la demande de groupes de pression arméniens et du parlement grec, ce rapport est devenu un véritable réquisitoire contre la Turquie. Parmi ces modifications, on trouve des exigences telles que la reconnaissance en priorité du « génocide arménien » et du génocide de Pontus et des Arméniens occidentaux pour l'adhésion à l'UE. Si l'on tient compte de l'ensemble des changements apportés, la liste devient démesurément longue, comportant la mise en application du Protocole additionnel, l'absence du côté de la Turquie de comportements menaçants vis-à-vis de la Grèce, la non-violation par la Turquie des règles de la ligne FIR et de l'espace aérien grec, le retrait des soldats turcs de Chypre dans le cadre d'un calendrier précis, l'ouverture de l'École de religion d'Heybeliada et la mise en vigueur de la nouvelle Loi des Fondations.

Qu'il s'agisse des organes de presse et des médias turcs ou du ministère des Affaires étrangères, tous ont critiqué ce rapport en le trouvant très sévère. Des commentaires ont été faits également dans la presse étrangère au sein de l'UE, sous-entendant que cette dernière réprimandait trop sévèrement la Turquie. Par ailleurs, en ce qui concerne la question de l'évaluation

d'un tel rapport, nous pensons qu'il faut tenir compte très modérément de ces éléments. Il faut d'abord préciser que le texte approuvé n'est pas un texte final et que celui-ci est toujours à la phase d'ébauche. Il est vrai que ce texte a été approuvé à la majorité écrasante de 52 voix contre 6 par la Commission des Relations extérieures. Mais la forme finale de ce texte ne sera connue qu'à la fin du mois de septembre. La possibilité de corriger les excès du texte existant jusqu'à cette phase pourrait être probablement inscrite à l'ordre du jour.

Le deuxième point, c'est le fait que le Parlement européen puisse être exposé aux agissements de divers groupes de pression. On peut, en effet, s'étonner qu'une telle instance européenne se trouve influencée par tel ou tel groupement revendicatif. Sur ce point-là, l'attitude de la diaspora arménienne d'Europe est intéressante : alors qu'un grand nombre d'organismes arméniens font de la propagande pour que la Turquie ne soit pas admise dans l'UE, ces mêmes partisans essaient, par ailleurs, de faire prendre par le Parlement une décision au sujet de la reconnaissance absolue du génocide avant que la Turquie devienne membre à part entière de l'Union. On ne peut qu'être surpris d'une attitude aussi incohérente, une contradiction étant flagrante du point de vue des

militants arméniens. D'autre part, un nombre important de dirigeants européens affirment clairement que la reconnaissance du « génocide arménien » ne saurait constituer une condition préliminaire à l'adhésion de

la Turquie. Parmi ces derniers, nous pouvons citer le président de la République française, M. Jacques Chirac et le président de la Commission, M. José Manuel Barroso.

Troisièmement, il faudrait affirmer que le rapport en question et

la décision qui sera probablement prise après ce rapport au Parlement européen ne seront pas contraignants. Car le Parlement européen, qui n'est pas doté des pouvoirs d'un parlement normal et qui est qualifié pour cette raison de « pauvre en pouvoir », reçoit chaque année des centaines de rapports de ce genre. Si l'on se place sur ce terrain, des rapports de ce genre peuvent être en réalité considérés un peu comme des marques d'autosatisfaction du Parlement qui fait entendre ce qu'il pense de telle ou telle question. Bref, ces rapports ne constituent en réalité que des indications. Par conséquent, il serait injustifié de se mettre en deuil du simple fait que la Commission des Relations extérieures du Par-

lement européen ait fourni un tel rapport. De ce fait, le plus juste serait d'exposer une attitude équilibrée et cohérente vis-à-vis de tels rapports.

En vérité, un autre problème

est davantage à prendre en considération : il s'agit de la situation de la Turquie. Comme on le sait, la Turquie est l'un des pays qui sont sévèrement critiqués, voire attaqués, dans divers rapports élaborés par des institutions ou des organisations internationales telles qu'Amnesty international ou le Conseil de l'Europe, notamment depuis 1980. L'approche globale en Turquie se résume souvent à pleurnicher ou à avoir une réaction introvertie en disant : « ils ne nous aiment pas. » Ne vaudrait-il pas mieux, dans ce type d'affaires, suivre les règles non pas dans le but que les rapports aient des résultats positifs mais – pour nous-mêmes – dans celui de ne pas franchir certaines limites ?

La même chose est valable également pour le Parlement européen. L'un des comportements à adopter, particulièrement du point de vue de la Turquie, est de se placer dans un dialogue constructif avec le Parlement européen et de faire en sorte que le flux d'informations en direction de l'UE devienne sain. Pour cela, il n'est pas absolument nécessaire d'attendre que l'État ou le gouvernement en prennent l'initiative. Les négociations peuvent être aussi menées par l'intermédiaire de différents organismes non gouvernementaux. Il ne faut pas oublier que tant que la Turquie n'assainira pas le flux d'informations à destination du Parlement, les malentendus et les désinformations entre le Parlement et la Turquie vont se poursuivre.

Dans la mesure où une réponse ne serait pas obtenue du Parlement au sujet de ce dialogue constructif demandé par la Turquie, celle-ci sera évidemment tenue d'en prendre note et devra déterminer son attitude.

*Ercüment TEZCAN

Maître de conférence à l'Université de Galatasaray
Département des relations internationales



Des soldats turcs au Liban

(Suite de la page 1)

régions du monde telles que la Malaisie, la Somalie, la Palestine, la Géorgie ou dans les Balkans. Toutes ces contributions ont été apportées en silence et sans grande polémique dans les médias. Mais cette fois-ci, cela n'a pas été le cas. Les discussions pour savoir si les soldats turcs devaient ou non aller au Liban ont été âpres. Les raisons de ces discussions sont en réalité très complexes. La Turquie est voisine de ces pays, elle est membre de l'OTAN et espère adhérer à l'UE. Elle entretient d'étroites relations aussi bien avec les pays de la région qu'avec des pays intervenants se trouvant hors de la région, et en particulier avec les États-Unis. Et, ces derniers temps, de sérieux problèmes sont apparus dans les relations américano-turques. C'est pourquoi le fait que la Turquie envoie des soldats au Liban ne doit pas être interprété comme les décisions semblables prises par d'autres pays.

D'autres raisons expliquent le fait que la prise de la décision d'envoi de soldats ait été si longue. La première est la politique islamique du gouvernement AKP qui privilégie la solidarité religieuse au détriment des intérêts turcs. Ainsi, certains proches conseillers du Premier ministre tentent de rétablir des relations étroites avec les

pays arabes en dehors même de l'initiative du ministère des Affaires étrangères. La seconde raison est que l'on compare l'affaire libanaise avec l'intervention en Irak. La troisième raison est que l'on ne voit pas nettement si l'erreur stratégique serait d'envoyer ou de ne pas envoyer de soldats. Il est possible d'ajouter d'autres raisons à ces dernières mais nous croyons que les raisons essentielles sont celles-là.

Il paraît également fondamental de savoir si l'envoi de soldats turcs au Liban va profiter ou non à la Turquie. Nous sommes parmi ceux qui pensent que cela ne rapportera rien à la Turquie. Car la Turquie a toujours gardé ses distances avec le Moyen-Orient depuis la période d'Atatürk et bien lui en a pris. Trois Premiers ministres islamistes ont enfreint cette règle : Turgut Özal, Necmettin Erbakan et Tayyip Erdoğan. Ces trois Premiers ministres ont tous établi des relations avec le Moyen-Orient en laissant généralement hors circuit le ministère des

affaires étrangères. Ces relations ont été nouées non au profit de la Turquie mais pour satisfaire les idéologies islamistes et les milieux islamistes et communautaires qui leur ont

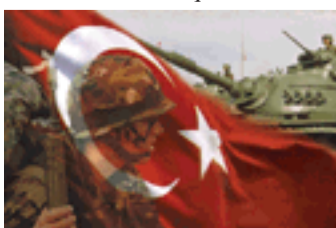
donné des voix. Nous devons également ajouter, en tenant compte des élections qui approchent, le désir du gouvernement de mettre dans son camp la presse favorable aux États-Unis en Turquie... Alors, pour justifier l'envoi de soldats au Liban, les partisans du gouvernement turc aussi bien aux États-Unis qu'en Turquie, et particulièrement dans les médias et la communauté universitaire, soutiennent la thèse selon laquelle la Turquie est non seulement une puissance régionale mais également une puissance internationale et que, de ce fait, cette dernière accomplira son devoir en envoyant des soldats au Liban. Mais c'est là une raison trompeuse et exagérée car, même si nous admettons que ceci est juste, il faut bien reconnaître que les États-Unis, eux, n'agissent que dans le sens de leur propre intérêt et dans le but de retirer toujours des profits de leurs actions internationales tandis que la Turquie intervient uniquement pour accomplir

son devoir. Dans la théorie et la pratique des relations internationales, une telle politique peut être jugée idéaliste. Or, l'idéalisme étant souvent proche de l'utopie, certains n'hésitent

pas à qualifier cette décision d'absurde. L'autre argument des partisans du gouvernement est qu'il est avantageux d'emboîter le pas aux Américains afin de les inciter à éliminer d'Irak du Nord les partisans du PKK. Or, il faut savoir que les États-Unis d'une part soutiennent secrètement les terroristes du PKK et, d'autre part, arrachent des compensations à la Turquie dans l'objectif de mettre fin à la terreur qu'ils ont eux-mêmes encouragée. La Turquie envoie des soldats au Liban non pas pour son propre intérêt national mais en raison des pressions internationales et de la sensibilité pro-islamique du gouvernement.

En tout cas, nous espérons ne pas être confrontés directement au Hesbollah, à l'Iran ou à la Syrie et ne pas porter atteinte à la coopération harmonieuse que la Turquie entretient avec Israël depuis 1948. L'invasion de l'Irak par les États-Unis, a montré d'une part l'attitude des Américains à notre égard et d'autre part le degré de confiance que nous pouvions avoir à leur égard. Néanmoins, nous espérons que l'affaire libanaise sera l'occasion pour la Turquie de montrer à ses voisins et à ses alliés la manière de se comporter.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi



Les relations Canada -Turquie : un vaste potentiel sous-exploité



Rencontre avec Son Excellence Yves Brodeur, ambassadeur du Canada en Turquie, qui nous parle des perspectives d'évolution des relations entre la Turquie et le Canada, de l'entrée de la Turquie dans l'UE, ainsi que du Moyen-Orient.

Où en sont les relations entre la Turquie et le Canada ?

Je dirais que ces relations sont en plein devenir mais qu'elles n'ont pas atteint la profondeur et le niveau de développement auxquels on pourrait s'attendre. Il reste beaucoup de travail à faire. Ce sont des relations qui recèlent un potentiel très important mais qui sont encore sous-exploitées.

Qu'entendez-vous par « sous-exploitées » ?

Sur le plan du commerce, la Turquie est un pays en très bonne santé. Le Canada est aussi une grande puissance économique et un des rares pays dans le monde qui possède une balance commerciale excédentaire et qui affiche un excédent budgétaire de 10 milliards de dollars cette année. Pour vous donner un ordre d'idée, le chiffre d'affaires canadien avec les États-Unis, qui sont notre plus grand partenaire commercial dans le monde, devrait atteindre cette année 700 milliards de dollars. Avec la Turquie, il est d'à peine 1 milliard. On peut donc faire mieux. De nombreux défis restent à relever. Nos deux pays sont géographiquement éloignés et les Canadiens connaissent mal la Turquie, même si, sur le plan politique, nous sommes alliés au sein de l'OTAN et que nos relations avec la Turquie remontent assez loin dans le temps. La Turquie est, je pense, un pays

incontournable de par sa situation géostratégique. Par ailleurs, le Canada a actuellement engagé 2000 militaires en Afghanistan et la Turquie s'appête à y envoyer de nouveau un contingent militaire. On voit que nous avons donc de nombreuses expériences à partager et que nos liens peuvent encore davantage se renforcer.

Quelle est l'image de la Turquie au Canada ?

Le Canadien moyen ne connaît pas bien la Turquie et il n'y a que quelques spécialistes pour en avoir une idée précise. La plupart des Canadiens ne se rendent en Turquie que pour y chercher le dépaysement et faire du tourisme.

Malgré cela, des hommes d'affaires canadiens sont présents en Turquie depuis très longtemps dans les domaines de l'énergie ou de la communication. Par exemple Nortel, entreprise canadienne présente en Turquie depuis plus de 20 ans, a pris une part active dans l'extension et la modernisation du réseau téléphonique en Turquie. Plus récemment, la société canadienne Eldorado a mis en service la plus grande mine d'or à ciel ouvert de Turquie. Le monde canadien des affaires a une bonne connaissance de la Turquie. Concernant les projets de construction de centrales nucléaires, des entreprises canadiennes sont également à pied d'œuvre en Turquie.

Et la communauté turque au Canada ?

La communauté turque au Canada compte environ 80 000 personnes. Dans les années 60, sont arrivés des professeurs, des ingénieurs, des médecins, tous très bien intégrés dans la société canadienne et qui ne se démarquent pas, peut-être parce qu'ils ne constituent pas une communauté renfermée sur elle-même. Nous constatons depuis quelques années une augmentation significative du nombre d'étudiants turcs qui souhaitent venir au Canada pour poursuivre des études universitaires, essentiellement de deuxième ou troisième cycle.

Que pensez-vous de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

J'en pense beaucoup de bien. Le Canada encourage et appuie la candidature de la Turquie pour des raisons qui sont peut-être

égoïstes dans le sens où si cette intégration est, certes, avantageuse pour la Turquie, elle l'est aussi pour le Canada. Par exemple en matière de normes, les divers organismes travaillent de plus en plus dans un environnement commun et la mise en place d'un cadre réglementaire unique est très importante pour nos entreprises.

Les avantages que la Turquie tire de sa candidature sont réels et l'on peut déjà constater des transformations dans le pays, des modifications importantes, tant pour le pays que pour ses citoyens.

C'est un projet de longue haleine qui va prendre plusieurs années. Ce qui est dans

tous les cas primordial, c'est de tirer le maximum de bénéfices du processus. Par la suite, les Turcs devront décider eux-mêmes s'ils veulent vraiment intégrer l'Union euro-

péenne et je pense que l'on ne possède pas encore tous les éléments du débat, et que celui-ci est loin d'être terminé.

En fait, deux processus se déroulent en parallèle : celui des négociations de la Turquie avec l'UE et celui de la propre évolution de l'Union européenne, processus qui connaît des aléas et se heurte périodiquement à des écueils. Ces deux processus vont amener la Turquie et l'UE sur un terrain de négociations qui sera très différent dans 5 ans de ce qu'il est maintenant. Peut-être l'UE sera-t-elle tellement différente dans 5 ou 10 ans que la question se posera autrement et que, pour la Turquie, le choix ne sera pas aussi évident. Le processus d'intégration européenne comporte obligatoirement un transfert de souveraineté, c'est à dire l'abandon par les pays qui rejoignent l'Union d'une part de leur souveraineté à l'UE.

Déjà, pour les pays européens cela ne va pas toujours de soi. Or la Turquie est un pays qui possède une identité très forte et on peut se demander si les Turcs sont prêts à accepter ce transfert de souveraineté. La question n'a jamais été posée de cette manière.

Quelle est votre opinion au sujet de la construction européenne ?

C'est un projet unique. Elle frôle parfois l'arrêt, mais elle n'a jamais connu de

régression et a toujours progressé, même lentement. Pour les Européens, le transfert de souveraineté est le point qui suscite le plus de controverses. Il faut toutefois reconnaître qu'il s'agit d'un projet relativement jeune dans l'histoire des peuples et l'histoire politique. Quels que soient les à-coups de sa progression, j'ai beaucoup d'admiration pour ce projet. Pour les jeunes, la mobilité liée à l'union est un point très important : ils peuvent étudier et travailler partout, c'est formidable.

L'Europe doit-elle contrebalancer la puissance américaine ?

Je ne pense pas qu'elle doive se poser en adversaire et je n'approuve pas la dynamique antagoniste et divisée du monde. La vraie question est de savoir si l'Europe peut être complémentaire d'autres puissances comme les États-Unis ou le Canada.

Croyez-vous au cessez-le-feu intervenu au Liban ?

Un cessez-le-feu est une décision temporaire et la priorité reste de trouver une solution pour installer une paix durable. Nous sommes très impliqués au Liban où vit une communauté canadienne très importante. Le Canada était et est toujours présent dans le Golan et dans le reste du monde pour le maintien de la paix. Le Canada entend s'engager activement dans le processus de reconstruction.

Et le rôle de la Turquie ?

La Turquie possède des affinités culturelles évidentes avec le Liban et une possible intervention de la Turquie au Liban constitue une grande question pour la Turquie, question non dénuée de risques. Elle doit avoir les moyens de son intervention et un débat interne approfondi doit précéder toute prise de décision.

Que pensez-vous de la présence des États-Unis au Moyen-Orient ?

Ce n'est pas la simple présence des États-Unis qui risque de poser un problème car ils ne sont pas la seule puissance étrangère présente au Moyen-Orient. La vraie question est de savoir s'ils y jouent un rôle constructif. Or, à cette question, la plupart des protagonistes sur le terrain répondent qu'une évolution favorable de la situation ne peut se faire qu'avec la participation des États-Unis.

Propos recueillis par Mireille Sadège

Bagdad Café : sur la route de Palmyre (Suite de la page 1)

J'ai vu pour la première fois le film Bagdad Café de Percy Adlon en 1988 dans un cinéma parisien. C'est un très bon film allemand avec dans les rôles principaux Marianne Sägebrecth et C. C. H. Pounder. Après une dispute avec son mari entre Disneyland et Las Vegas, Jasmin arrive au Bagdad Café, qui n'est pas dans une situation très brillante. La patronne du café est une femme noire qui s'appelle Brenda. Ce film raconte une histoire d'amitié entre ces deux femmes...

Durant toute la route, nous avons vu deux stations-service dont une fermée, un puits,



une citerne à côté et, de chaque côté de la route, à environ quinze cents mètres, des collines. Vous dire qu'autour de nous, il n'y avait que des amas de terre et de pierres (c'est le désert) et qu'il n'y avait ni végétation, ni être vivant, ni un bâtiment ne serait pas un mensonge.

Après presque deux heures de route, nous arrivons au Bagdad Café. Un moulin à vent géant et une ou deux petites tentes. Quelques moutons, une ou deux femmes et quelques enfants constituent le tableau général. Lorsque nous descendons du minibus et entrons dans le café, nous sommes déçus car ce café ne ressemble pas du tout à celui du film, il n'en a que le nom.

Ahmed, le propriétaire du Bagdad Café version syrienne, nous a donné un petit concert avec un petit « rababa », un instrument de musique bédouin. Pour ce terrain de 2000 m², il paie un loyer de 24 000 livres syriennes par an (375 €). Il avait

essayé de creuser un puits mais, à 300 mètres la tarière s'est cassée et est restée à l'intérieur. Pour ma part, je lui ai acheté un châte (1 000 livres syriennes) pour encourager ce commerçant isolé.

Enfin, nous sommes arrivés à Palmyre, ville dont l'histoire remonte au III^e millénaire avant J.C. Nous avons vu, dans cette ville qui fut détruite lorsque les Palmyréniens se révoltèrent en 273 après J.C. contre le gouvernement de Rome, une oasis d'oliviers, de grenadiers, de palmiers... Quelques informations encyclopédiques : la population syrienne est d'environ 20 millions de personnes et elle augmente de 350 000 chaque année. C'est-à-dire que cette population double tous les 20 ans. Cela signifie qu'en 2026, notre voisin du sud comptera 40 millions d'habitants. On comprend que les problèmes d'alimentation en eau vont être de plus en plus cruciaux. Damas, la capitale, avec ses 5

millions d'habitants, est la plus grande ville du pays. Ce qui a attiré mon attention à Damas, c'était les gens très sympathiques et souriants.

Alep, dans laquelle vivent de nombreux Turcs, compte 2,5 millions d'habitants, 3,7 millions dans l'agglomération. C'est une très belle ville dans laquelle des gens de toutes religions, de toute confession vivent sans se soucier de la religion ou de la confession du voisin. Pour finir, les habitants de la Syrie, pays comptant 13 grandes villes, se targuent d'avoir 2 femmes ministres, 32 directrices de cabinet et 26 ambassadrices.

Mais le plus important, c'est de voir, lorsqu'on prononce le mot « Turquie », s'éclairer sur le visage de chacun un sourire, de la joie et un peu de nostalgie.

**Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif Enseignant à l'Université de Beykent Docteur de l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III*

Football à la télévision turque et taux d'audience



*Kemal Belgin

La Turquie est très certainement le pays d'Europe ayant de loin le plus de programmes de sport à la télévision... Mais une question se pose : ces mêmes écrans de la télévision turque arriveraient-ils par hasard à faire émerger de cette multitude exagérée de véritables programmes de football, sport qui est le plus populaire dans le pays ? Sinon a-t-on recours aux stratagèmes bien connus – que l'on ne rencontre plus guère en Occident dans les programmes de football – en vue de rassasier le Moloch de l'indice d'écoute ? C'est-à-dire en divisant les programmes avec des sous-titres tels que « Final », « Super », « Extra » ou leurs semblables, en trois, en quatre voire parfois même en cinq variantes très proches les unes des autres, pouvant parfois figurer à plusieurs dans la liste d'indice d'écoute des « top 100 ». En réalité, ce qui est comique et étrange, c'est que ceux qui ont préparé ces duperies sont également dupés à leur tour. De plus, les annonceurs

publicitaires ont également leur part dans cette mascarade. Si nous poursuivons et si nous nous efforçons de trouver le fin mot de l'histoire, nous pouvons constater que les patrons des chaînes et les directeurs des programmes prennent du plaisir à être dupés. C'est la raison pour laquelle ces programmes saucissonnés en quatre ou en cinq se multiplient à toute vitesse.

Les programmes turcs de football ne ressemblent en général ni de loin ni de près à ceux de l'Occident. En particulier, le fait que les décisions des arbitres soient décortiquées et jugées à longueur d'émission et que, de ce fait, les arbitres soient impitoyablement critiqués fait de l'audience ; ainsi, ce sont ceux qui n'ont rien à dire qui font le succès d'une émission. Le difficile métier d'arbitre en subit les lourdes conséquences, mais cela, personne n'en tient compte.

Dans certains programmes de football de notre pays, on utilise un modèle que l'on ne rencontre pas non plus en Occident :

La Turquie est très certainement le pays d'Europe ayant de loin le plus de programmes de sport à la télévision.

ceux qui ont pour mission d'échanger des quolibets et de s'invectiver – le plus souvent violemment – sont programmés à s'envoyer à la face gros mots et insultes, et ont leur place dans certains programmes en tant qu'hommes irremplaçables. Tant pis pour les autres programmes qui n'en ont pas... ; il est par ailleurs vrai que ce type de personnes est très recherché. On sait que ces querelleurs professionnels choisissent à l'avance les sujets sur lesquels ils vont s'apostropher et qu'ils déterminent le lieu et la

manière de se lancer des insultes avant le programme.

Du point de vue d'une évaluation technique générale, il est vrai que la plupart des programmes sont présentés dans des décors parfaits. Toutefois, les programmes qui apportent de vraies connaissances aux téléspectateurs amateurs de football du pays sont en très petit nombre. Les commentateurs incohérents qui se contredisent deux programmes plus tard, les présen-

tateurs voulant se faire passer pour les « copains » des joueurs et ceux qui se garantissent de commentaires exagérés ou de conversations de salon ne font que passer leur temps à afficher toujours des attitudes de supporters, en ne se comportant pas en journalistes dignes de leur mission.

Un tel tableau explique la chute progressive des taux d'audience par rapport aux années précédentes. Pour cette raison, en raison des motifs que j'ai indiqués ci-dessus, les programmes se divisent en quatre ou en cinq sous divers noms. Ceci est en réalité précisément la marque de l'agonie. Hélas, je crois que les mass media dont les patrons sont en place depuis 25 ans vont laisser cette étrangeté se poursuivre encore de longues années, jusqu'à ce qu'une nouvelle génération de patrons arrive. Pour l'instant, il est vrai que la situation apparaît comme totalement désespérée. Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que les citoyens du pays n'aient ni l'envie ni le désir d'obtenir la vérité. C'est une situation très inquiétante.

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

La tendance du prêt-à-porter automne-hiver 2006/2007



*Sandrine Aknin

L'hiver 2006-2007 sera moins tapageur et assez sombre et les motifs feront la part belle aux carreaux.

Le noir et la féminité seront également au rendez-vous. En effet, le noir règne en maître chez Dior avec la collection « Gothic Chic » conçue par John Galliano, mais aussi chez Givenchy, Rochas et même Lacroix. L'or éclairera parfois de son éclat et une touche dorée viendra ainsi égayer les tenues et les accessoires comme les chaînettes.

Du blanc, du noir, du tweed, les chaussures à bout noir verni, les chaînettes dorées du sac à main, le tailleur, les colliers de perles, les chaînes mêlées du double C de Coco, tous ces codes sont très présents et rien ne manque à l'inimitable style Chanel. Affichant un style très contemporain, tout en restant classique, la marque reste fidèle à son histoire Chez Vuitton, capuches et

foufures sont omniprésentes, même les sacs y viennent. En revanche, la maille, la laine et le cachemire sont privilégiés dans l'univers de Stella McCartney.

La conquête de l'Ouest a inspiré John Galliano et, chaussures, vêtements et coiffées de cuirs, ses belles ont rendu hommage à un certain idéal américain.

Même combat chez Hermès, où l'univers de l'escrime côtoie celui de l'équitation pour de nouvelles amazones dans le plus pur esprit sellier. Des accessoires que l'on retrouve en partie chez Nina Ricci, qui se démarque en proposant de somptueuses jupes en feuilleté d'organza portées avec des vestes masculines en velours à larges côtes. Miuccia Prada pour MiuMiu, confirme sa volonté de s'adresser en priorité à un public jeune, mais aisé. Blousons ultra-courts, doudounes gonflées ou autres jupes très courtes devraient l'y aider. Quant à Jean-Paul Gaultier, il a préféré jouer la carte d'une douceur qu'on ne lui connaît guère, emmitouflant la femme dans un chaud vestiaire de fourrure, de mousseline et de velours dans des camaïeux chocolat, rouille ou feuille-morte.

Du côté des accessoires, le grand sac à main style sac-bagage est de nouveau à la mode cet hiver. Des sacs volumineux qu'on tient à la main par les poignées de petite taille, comme des sacs de voyage. Le chapeau est également de retour sur toutes les têtes. Version chapeau de pluie chez Louis Vuitton ou hiver américain avec des chapeaux de cow-boy selon John Galliano.



Collection Christian Lacroix

* Sandrine Aknin, journaliste

Formule 1 Grand Prix de Turquie



L'émotion de la Formule 1 a soufflé encore une fois comme une tempête sur Istanbul Park où le Grand Prix de Turquie s'est couru pour la deuxième fois. Alors que c'est Felipe Massa, le pilote brésilien de l'équipe Ferrari, qui a remporté le Grand Prix Petrol Ofisi suivi par 80 000 passionnés, le plus important prétendant au titre de champion, Fernando Alonso, se classait deuxième tandis que Michael Schumacher arrivait en troisième position. Par ailleurs, Kimi Raikkonen, le vainqueur de l'année dernière, était hors course dès le deuxième tour.

Dans ce Grand Prix Petrol Ofisi de Formule 1 de Turquie, qui a débuté avec un accident dès le premier virage après la ligne de départ, l'accident du quinzième tour fut l'un des événements les plus déterminants. Suite à l'accident de Vitantonio Liuzzi, lorsque la voiture de sécurité est entrée sur le circuit, tous les pilotes en ravitaillant chacun à leur tour, ont essayé de tourner la situation en leur faveur. Alonso, qui était jusque-là en troisième position à la poursuite de Schumacher, s'est retrouvé deuxième après son arrêt au stand et a su conserver cette place jusqu'à la fin de la

course. Alors que le pilote Honda Jenson Button se plaçait au quatrième rang, Pedro de la Rosa sur McLaren-Mercedes se classait cinquième et le pilote Renault Fisichella, qui était resté en arrière à cause de l'accident du premier tour, s'est classé sixième. Ralf Schumacher sur Toyota occupait la septième place et l'autre pilote Honda, Rubens Barrichello, terminait au huitième rang. Voilà les huit pilotes qui ont réussi à faire gagner des points à leur équipe. Quatre courses avant la fin de la saison, alors qu'au classement des pilotes, la différence de points s'élève à douze entre le leader Fernando Alonso et Michael Schumacher, du côté des marques, Ferrari est revenu à seulement deux points de Renault.

Onur Eren



BizimAvrupa

Gazetemizde yayımlanan yazıların Türkçelerini

www.bizimavrupa.com

da okuyabilirsiniz.

Un voyage en Syrie du nord au sud

Damas

La capitale syrienne est réputée être « la ville du monde la plus anciennement peuplée ». Les plus anciennes mentions de Damas sont celles qui figurent sur les tablettes d'Ebla qui confirment que « Damaski » existait au III^e millénaire avant J.C. Toutefois, Damas connut son essor au milieu du second millénaire avant J.C., quand elle devint le centre d'un royaume araméen et fut appelée « la cité arrosée ». Les Araméens sont des Arabes du Nord et sont les véritables premiers habitants de Damas. Ils parlaient la langue syriaque. Les époques se succédèrent et Damas connut les dominations assyrienne, babylonienne, perse, grecque, romaine et byzantine qui laissèrent derrière elles de nombreux vestiges et témoignages. De l'époque romaine, Damas a conservé les restes du tracé de la ville – l'ancien decumanus, connu sous le nom de Via Recta à l'époque romaine, reste l'un des axes de circulation principaux de la ville – ainsi que de nombreux édifices, dont le temple de Jupiter. L'époque byzantine a vu la création d'un grand nombre d'églises et de monastères dont la plupart existent encore. Au VII^e siècle, avec l'arrivée des Arabes, Damas devient la capitale du premier empire musulman, celui des Omeyyades qui s'étend



dait à son apogée du détroit de Gibraltar à l'Ouest jusqu'aux confins de la Chine à l'Est. Durant un siècle, Damas connaît son âge d'or symbolisé par la construction de la mosquée des Omeyyades. Puis les dynasties Ayyoubides, Mamelouks et Mongols la conquièrent tour à tour. L'arrivée des Ottomans en 1516 l'a remise au rang de capitale provinciale. La Syrie devint indépendante en 1946. Le musée national de Damas résume en une journée les civilisations qui se sont succédé sur la terre syrienne. « Damas est un musée vivant de toutes les époques historiques qu'elle a connues durant des millénaires ». La Syrie est le cœur des trois continents du monde antique, cette position stratégique a fait en sorte qu'il y a des milliers d'années, les caravanes de la « route de la soie » provenant des quatre coins du monde en faisaient une de leurs destinations principales. Damas est souvent considérée comme le « berceau des religions » et d'importants édifices religieux font la fierté de Damas. C'est d'abord la mosquée des Omeyyades. Connue dans le monde entier, elle est l'une des plus anciennes et des plus vénérées de



l'islam. On vient de loin pour visiter cet édifice, qui compte parmi les plus sacrés du monde musulman. Inspirée du plan de la basilique chrétienne, elle a constitué le modèle de la mosquée des premiers siècles. À une époque où les souverains étaient soucieux d'affirmer la puissance de leur civilisation, elle fournit aux musulmans le lustre dont les chrétiens pouvaient se prévaloir avec Sainte-Sophie de Constantinople. C'est d'ailleurs de la capitale byzantine que furent appelés en renfort les meilleurs artistes, même chrétiens. Damas a également une importance capitale pour la religion chrétienne. Située aux portes de la Terre sainte, la Syrie est depuis saint Paul un des hauts-lieux du christianisme. Actuellement, sur les 5 millions de Syriens, on compte environ 200 000 chrétiens toutes communautés confondues, arménienne, grecque orthodoxe et grecque catholique. Traditionnellement, la communauté chrétienne contrôlait l'industrie



Alep

Postée à l'extrémité nord de la Syrie, aux portes de la Turquie, Alep est la plus occidentale des villes syriennes. Alep se situe à 340 kilomètres de Damas, à 5 heures de route. Depuis la prospérité de ses marchands chrétiens et l'arrivée massive d'Arméniens venus de Turquie, elle garde un œil rivé vers l'Europe. Avec son étonnante citadelle perchée sur une colline du centre-ville et ses souks colorés, elle s'affiche comme la plus fascinante des villes syriennes. Éternelle rivale de Damas, Alep prétend au titre de plus ancienne occupation humaine permanente du monde. Romaine



Palmyre

Vers le nord-est, en plein cœur du désert syrien, au milieu des sables dorés qui s'étendent à perte de vue surgit Palmyre ! Palmyre fut de tout temps une étape idéale pour les caravanes qui se déplaçaient entre l'Irak, la Syrie, le Liban et la Jordanie, sur la route de la soie qui allait des confins de la Chine à la Méditerranée. Ses vestiges et ruines immenses et imposants racontent la gloire et la grandeur de cette ancienne ville romaine. Puis, cap sur le Krak des Chevaliers, la forteresse du Moyen Âge la plus



célèbre au monde. Situé à 650 mètres au-dessus du niveau de la mer, il contrôle le passage stratégique sur l'Oronte. Voilà pourquoi les Croisés en firent l'élément de base de leur système de places fortes sur la côte. Le Krak des Chevaliers nous conte l'histoire de deux siècles de luttes implacables et sanglantes. Puis, en route vers Alep, nous nous arrêtons rapidement à Hama. Cette ville doit sa renommée à ses énormes norias uniques au monde, qui puisent l'eau de l'Oronte pour irriguer jardins et vergers.



Village de Ma'aloula

Aux environs de Damas se trouve le célèbre village de Ma'aloula. L'entrée de Ma'aloula offre le spectacle impressionnant de maisons accrochées ou creusées dans la roche, faisant penser à une ruche d'abeilles. On y trouve deux monastères : le monastère de saint Sarkis et le monastère de sainte Taqla. L'intérêt de ce village réside surtout dans le fait que ses habitants parlent encore l'araméen qui était la langue de Jésus.

Carine Martin,
Journaliste



puis byzantine et arabe, Alep vit un âge d'or sous les Omeyyades. Après les sacs mongols de 1260 et 1400, elle connaît une nouvelle prospérité sous les Ottomans grâce au commerce de la soie avec la Perse. La ville fut la capitale d'un éphémère État (1920-1924) créé de toutes pièces par les Français à l'époque du mandat. Le tracé des frontières de la Syrie l'a privée de son débouché maritime naturel, l'ancienne Antioche, mais aussi d'une partie de son arrière-pays.



La peinture est une illusion...



*Evrim Kaya

Alp Tamer Ulukılıç est l'un des célèbres représentants de la conception de peinture explicative et figurative récente, qui déclare : « j'aime transformer la joie de redécouvrir les choses sur les toiles en aventure bien que celle-ci soit à court terme... » Ulukılıç qui transfère dans sa toile tous les fragments de sa vie avec courage et stabilité, définit sa conception artistique comme « conception de vie » et ajoute : « ceci est notre côté pur et enfantin qui définit notre conception artistique (du point de vue de la couleur) vis-à-vis de l'homme, de la nature, de l'objet et de l'art. C'est notre côté dégagé des prétentions, modeste et amateur !... »

L'artiste reflète sur sa toile sa vie qui a débuté à Bitlis à partir des expériences qu'il s'est faites dans presque tous les coins de



la Turquie... Parfois, vous déchiffrez les sentiments très complexes que l'on ressent avec l'arrivée d'un parent choisi comme « idole » dans ses tableaux et parfois vous voyez dans un parc le fil de la laisse d'un chien attaché sous la table afin d'éviter qu'il attaque l'entourage...

Alp Tamer Ulukılıç, qui définit le dessin comme étant « ne pas faire quelque chose mais proposer », explique par ailleurs que l'art de dessiner est de se préoccuper de connaître la vie et de la définir par l'action de guider le matériel (la peinture) qui interroge, qui cherche des réponses et qui interroge de nouveau. Dans les dessins d'Alp Tamer Ulukılıç, une composition montée généralement à partir de récits et de narrations sélectionnés d'Anatolie frappe les esprits. L'artiste explique ses œuvres

de la manière suivante : « Toutes les figures dans mes dessins sont les figures correspondant à toutes les connaissances et à tous les membres de la famille de personnes que je ne connais pas mais que je voudrais connaître d'un certain côté. Les choses que je dessine sont des dessins qui donnent la priorité à l'homme et qui attachent de l'importance à celui-ci et à la géographie dans laquelle il vit. »

Par ailleurs, le retour au dessin d'Ulukılıç qui était caricaturiste à Leman, une des plus importantes revues humoristiques de Turquie il y a encore deux ans, se manifeste avec sa décision de « se créer une

surface de vie et un langage original ». Cette colère de l'artiste qui se penche sur la vie et le monde avec une irritation délicate se reflète également dans ses dessins. Le fait que l'artiste interroge particulièrement la notion d'appartenance dans ses œuvres et qu'il préfère des endroits non couverts, que l'on peut quitter à tout moment, dans ses compositions attire l'attention. D'autre part, les deux couleurs dominantes dans les dessins d'Ulukılıç, qui transfère sur sa toile sa vie par des enchaînements de questions interminables, sont le rouge et le bleu clair. L'artiste, qui dit que « les coups de peinture sur la toile sont un pinceau organisé au-delà de la couleur fixe à partir des couleurs primaires et de leur excitation réciproque ».



Alp Tamer Ulukılıç

L'artiste, à qui nous avons demandé son point de vue au sujet du dessin abstrait dit : « vu que j'ai le souci de m'intéresser à l'homme et de le raconter, je m'éloigne de l'abstrait. Cependant, je ne peux aussi cacher mon émerveillement pour les maîtres de l'Abstrait comme De Kooning. » Par ailleurs, l'estimation de l'artiste au sujet de l'avenir du dessin en Turquie est : « je suis personnellement un peu pessimiste à cet égard. Le fait que l'art anatolien du dessin soit placé à une ligne de progression convenable, qu'il soit relu de nouveau avec une estimation objective, signifierait trier le surplus et non-sens et les finaliser. Ce qui signifierait indépendamment un puzzle. Bien que cela paraisse

être une utopie, je n'ai pas perdu confiance dans le fait que la peinture et la littérature constitueront l'histoire du pays au fil des années. »

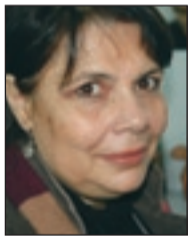
Les œuvres de l'artiste, qui aborde dans ses dessins certaines composantes de l'aventure de la vie telles que « les querelles, les séparations, les désirs de revoir, les soupçons et les remords, les amours réciproques ou non partagées, les solitudes vécues ou restées au niveau des rêves, les désespoirs dus à la non-compréhension, les projets qui n'ont pas de suite, les liens d'amours rompus, les attentes fragiles et les photos de bonheur restées dans les souvenirs » ont la particularité d'être un bon miroir de la réalité apparente...

*Evrim Kaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet

Qui est Alp Tamer Ulukılıç?

Il est né en 1957 à Bitlis, et a terminé son éducation artistique entre les années 1975 et 1983 au Département de dessin de l'Académie nationale des Beaux-Arts dans l'atelier de Devrim Erbil. Il poursuit ses travaux à Istanbul. L'artiste, lauréat pour la première fois en 1984 du Prix de Réussite du Concours de Dessin à Pinceau d'Or de la Revue Gösteri, a remporté huit autres prix en dehors du Prix Sedat Simavi qu'il a reçu dernièrement en 2004. Il a participé à plus de 200 expositions mixtes et possède 18 expositions personnelles.

Le festival du film documentaire du Safran d'Or



*Sühendan İlal

Le festival du film documentaire organisé pour la septième fois cette année à Safranbolu qui est la capitale de la production, s'est achevé le 17 septembre. Avant de vous raconter le festival, je dois rap-

peler l'importance de Safranbolu parmi les festivals du film documentaire.

Safranbolu est le seul endroit de Turquie inscrit par l'UNESCO dans « la Liste du Patrimoine Mondial » et c'est même le seul cas dans le monde où toute une ville est mise sous protection... Safranbolu, qui a été rattachée à la ville de Karabük en 1995, est ces jours-ci pour ainsi dire une ville de conte. Elle enlace ses hôtes comme un héros de conte avec ses œuvres comme son millier d'hôtels particuliers, ses mosquées qui se fondent dans l'histoire, ses fontaines, son marché de Yemenciler, sa tour de l'horloge. Cette année encore, à Safranbolu, six ou sept hôtels particuliers ont été sauvés de l'abandon et de la démolition. Après leur restauration, ils ont été ouverts au public. Bien sûr, se réveiller avec les petits déjeuners spéciaux de Safranbolu fait partie du conte. Ensuite,



j'ai vu ces étonnantes voitures de golf récemment mises en service, et qui vont si bien à Safranbolu. Il est très agréable d'écouter dans ses écouteurs des informations sur la ville en plusieurs langues et d'entendre l'histoire des bâtiments tout en circulant avec ces voitures de golf... Cette balade qui a duré quarante minutes, était



bien agréable. Par contre, en tant qu'historien de l'art, quand je vois la terrasse d'observation construite au sommet de Hıdırlık dominant Safranbolu, j'ai vraiment l'impression qu'elle dit « je ne voulais pas être mise là ». Cette terrasse d'observation est trop lourde et trop grande pour le sommet de Hıdırlık d'où l'on peut voir tout Safranbolu.

Le fait que ce concours, dont c'est la septième édition et qui est organisé dans trois catégories, soit international n'a pas facilité le choix du jury. En compétition, on trouvait un film des États-Unis et un projet du Canada. Le thème principal du concours était « le Patrimoine culturel et sa protection ». Pour le concours, on avait demandé des œuvres réalisées dans les quatre dernières années, ayant les caractéristiques du documentaire et n'ayant pas été primées dans d'autres concours. Le

concours était organisé en deux catégories, une pour les professionnels, l'autre pour les amateurs. Les projets ont fait l'objet d'une évaluation séparée. Dans la catégorie professionnelle, concouraient dix-neuf films, dont six étaient réalisés par TRT. Le premier prix a été décerné à Onur Uzun pour « la Fabrication d'une cloche », le deuxième prix à Kurtuluş Özgen pour « le Musée vivant » et le troisième prix a été partagé entre Zühre Saral Gökağaç pour « les Mélodies passionnées » et Devrim Erdoğan pour « le Chasseur de pieuvres ». Dans la catégorie amateurs, trente-huit films réalisés par des étudiants ont participé au concours. Et dans la catégorie des projets, trois récompenses ont été décernées : le projet de Kemal Sevimli « la Porte des lumières, l'Anatolie » a reçu le premier prix, le projet du Canadien Jessy Forsyt « Still in motion : The Daily Dance of culture » a été deuxième et celui de A. Fatih Karakaya avec « Une Vie derrière les



cloches » a reçu le troisième prix. J'avais deux raisons d'écrire cet article dans un journal publié en français. La première, c'est qu'on espère fortement une participation française au concours de l'année prochaine. La deuxième était de faire connaître, ne serait-ce qu'un peu, la région aux personnes qui se rendent en Anatolie. À l'année prochaine pour le Festival...

*Yrd. Doç. Dr. Sühendan İlal enseignant à l'Université de Beykent

Istanbul Design week 2006

Bir varmış, bir yokmuş*



La foire internationale de la création et du design a été organisée sur l'ancien pont de Galata à Istanbul du 12 au 17 septembre.

<http://www.designer.com/directory/detail/5501/>

« Ils ont cru en la Turquie »

(Suite de la page 1)



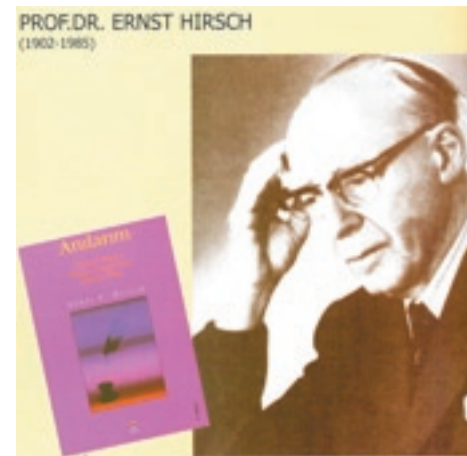
Ender Arat

Pour nos lecteurs, nous publions la présentation de l'ambassadeur Ender Arat : « durant l'histoire, des milliers d'hommes de nations et de religions diverses ont été obligés de quitter leur pays et se sont réfugiés dans l'Empire ottoman et plus tard en République de Turquie. Certains pour une première halte, d'autres pour y vivre jusqu'à la fin de leur vie ont choisi la terre turque. Les Turcs ont accueilli depuis des siècles sans faire de discrimination raciale, linguistique et religieuse, des millions d'hommes

qui avaient été obligés de quitter leur pays. Les Turcs ont ouvert leurs bras pour toujours aux hommes qui étaient en danger, qui avaient subi la violence, l'oppression et la torture. Ils n'ont pas hésité à partager généreusement leur maison, leur pain avec ces hommes dans la difficulté malgré leurs moyens limités. Ces hommes qui se sont réfugiés sur les terres turques étaient parfois des leaders, des héros nationaux, des commandants, des soldats, des scientifiques de leurs pays et plus souvent des individus modestes. Ces réfugiés qui appartenaient à différentes nations et cultures ont fait confiance aux Turcs. Certains ont eu l'occasion de rentrer dans leur pays, certains ont migré vers d'autres pays et la plupart d'entre eux ont obtenu la nationalité turque et sont restés en Turquie jusqu'à la fin de leur vie. Vous retrouverez dans cette exposition la plupart des hommes qui se sont réfugiés sur les terres turques au cours de l'histoire. Par-delà la présentation de ces réfugiés aux Turcs et aux étrangers, l'objectif est d'en-

courager les historiens et les chercheurs à découvrir les identités de ces hommes, de ces populations, les raisons de l'abandon de leur pays, les périodes dans lesquelles ils ont vécu sur les terres turques, les villes, les maisons dans lesquelles ils ont vécu, leurs activités, les œuvres qu'ils ont laissées, la vie de ceux qui ont quitté la Turquie et les livres qui racontent leur histoire. »

Monsieur Talat Sait Halman, le premier ministre de la Culture de la République de Turquie, a assisté à l'inauguration de l'exposition et a déclaré : « les archives qui se trouvent à l'exposition montrent la bienveillance et le sens de l'amitié turcs. Beaucoup d'étrangers se sont installés en Turquie pour diverses raisons et ils ont reconnu unanimement notre sens de l'amitié et de la protection. Vous pouvez lire les notes écrites près des photos. Peu importe ce que nous disons de nous-mêmes, eux l'ont vécu et l'ont vu. Eux savent combien la Turquie est généreuse et précieuse. Nous pouvons en être fiers et nous devons en être fiers.



Malheureusement, certaines personnes ont développé un complexe d'infériorité. C'est une chose que je n'accepterai jamais. Ils disent que rien ne peut venir de ce pays ni de ce peuple. Nous sommes devenus une réalité et, en vérité, nous avons été un bon exemple pour le monde. L'exposition est parfaite et les livres aussi. »

Votre agenda culturel

Smyrne - Exposition

Exposition du 9 octobre au 30 novembre

Smyrne / İzmir : Portrait d'une ville au travers des collections françaises. Cette exposition s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel d'activités du Centre dans le domaine de l'histoire et du patrimoine.



Smyrne antique Musée de la Chambre de Commerce d'Izmir

Le premier espace d'exposition trace le portrait de la cité antique au travers d'objets (répliques ou originaux) liés à la fondation et à l'évolution de la nouvelle Smyrne, fondée vers 300 avant JC - d'après la légende selon un souhait d'Alexandre - par ses successeurs Antigone et Lysimaque, sur le site de la ville actuelle, au pied du Mont Pagos. Les objets ont été choisis en fonction de leur signification historique ou de leur iconographie qui apporte des renseignements de première main sur l'aspect et les activités de la ville antique.

Smyrne moderne Centre Culturel Français d'Izmir

Deuxième espace de l'exposition présentera des documents, en grande partie inédits, relatifs à l'évolution topographique et historique de la ville : livres anciens, cartes, plans, gravures, carnets de voyages, relevés botaniques, croquis, dessins... provenant essentiellement de la BNF mais aussi des bibliothèques municipales de Lyon et Nancy.

Rendez-vous

Soirée **Beaujolois Nouveau**.

le jeudi 16 novembre au Palais de France à Istanbul

Soirée **Beaujolois Nouveau**, le jeudi 23 novembre à Izmir

Plus d'information au CCIFFT

Tél. +90 212 251 00 17

e-mail: ccift@superonline.com



Soliste : Lubna Salameh, 13 - 10 YTL

Mercredi 18, 21h, « Mûsikîmizde ve Tasavvuf'ta Gül », Bora Uymaz (soliste), 10 - 8 YTL

Jeudi 19, 21h

L. van Beethoven, W. A. Mozart, F. Schubert, J. Ibert Royal philharmonic orchestra, Chef : Stephen Bell, Soliste : Şefika Kutluer (flûte), 40 - 33 YTL

Vendredi 20, 21h

"Elvedâ" (Adieu), Le Ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie, Le Groupe de musique turque historique d'Istanbul, 10 - 8 YTL

Samedi 21, 21h Le Groupe Fakhteh, Soliste : Azadeh Hodjat (Vocal, Def, Setar), 13 - 10 YTL

Jeudi 26, 20h30

« Bestakâr-ı Muhteşem » Le Groupe de musique turque d'Istanbul, Directeur musical : Mustafa Doğan Dikmen, Directeur artistique général : Yalçın Çetinkaya, 10 - 8 YTL

Lundi 30, 20h30 D. Scarlatti, F. Chopin, C. Debussy, A. Scriabin, Récital de piano de Yevgeny Sudbin, 21 - 13 YTL

Mardi 31, 20h30

S. Acim, A.A. Saygun, W.A. Mozart CRR Orchestre de musique de chambre d'Istanbul, Chef : Hakan Şensoy, Soliste : Torlief Torgersen (piano), 13 - 10 YTL

Programme des concerts de la salle Cemal Reşit Rey - Octobre 2006



Dimanche 1er, 21h, « Merhaba » Bonjour et **Mardi 10**, 21h « Mâh-ı Gufran », Ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie Groupe de musique turque historique d'Istanbul, Directeur artistique général : Ahmet Özhan 10 - 8 YTL

Dimanche 8, 16h Aziz Şenol Filiz, « Noktanın Sonsuzluğu (İlahiler) » L'éternité du Point (Chants religieux)

Lundi 9, 21h

« III. Selim'den Tanbûrî Cemil Bey'e Saz Mûsikîsi » La musique de Saz de Selim III à Tanbûrî Cemil Bey, 10 - 8 YTL

Dimanche 15, 11h

Les concerts du dimanche, Kâr-ı Nâtiklar (Dile gelen Eserler), Le groupe CRR Kâr-ı Nâtik

Dimanche 15, 21h

R. Schumann, S. Ada, CRR Orchestre symphonique d'Istanbul

Chef : Rengim Gökmen, Soliste : Marcella Crudeli (piano), Aylin Ateş (mezzo-soprano), 21 - 13 YTL

Lundi 16, 21h

Le quartet classique de balalaïkas russe

Les membres académiques des chœurs de l'Armée rouge nationale russe, 13 - 10 YTL

Mardi 17, 21h, « Ümmü Gülsüm Anısına » En souvenir d'Ümmü Gülsüm, L'orchestre de Nazareth,



La Fondation d'art et de culture d'Istanbul (IKSV)

Filmekimi (la semaine du film) fête ses 5 ans. Filmekimi qui aura lieu les 13 et 14 octobre, offre une rentrée agréable aux spectateurs de la nouvelle saison de cinéma. 20 films seront projetés durant 7 jours au Cinema Emek de Beyoğlu. On assistera à des premières et une sélection de films projetés dans les festivals importants comme Cannes, Berlin et Sundance et des films primés. « The Wind that shakes the barley » qui a suscité des débats avec son contenu politique et qui a gagné la Palme d'Or à Cannes, de Ken Loach, un expert de la réalité sociale, fait partie des films de gala de Filmekimi. Les billets seront en vente à partir du samedi 7 octobre aux points de vente Biletix, au www.biletix.com et au centre d'appel Biletix (0 216 556 98 00). Les séances de jour en semaine sont toujours à 2,50 YTL !

Akbank 16^e Festival de Jazz Du 4 au 14 octobre 2006

Musée Sainte Irène

Mercredi 4, 20h30, Kurt Elling

Salle de Concerts Cemal Reşit Rey

Mercredi 11, 20h30, Dhafer Youssef & Divine shadows strings

Jeudi 12, 20h30, Lee Konitz & Ohad Talmor string project featuring The spring string quartet

Vendredi 13, 19h Joao Bosco & Gonzalo Rubalcaba Group

21h30, Richard Galliano septet « Piazzolla forever »

Samedi 14, 19h Wadada Leo Smith & Süleyman Ergüner: Tabligh

21h30, The Lou Donaldson quartet featuring Dr. Lonnie Smith



Centre Artistique Babylon

Mercredi 4, 22h Dave Burrell Db3

Jeudi 5, 21h30 Acoustic Ladyland & Polar Bear

Vendredi 6, 23h Alice Russell featuring TM juke live quartet (DJ set)

Samedi 7, 20h Ayşe Tütüncü trio

23h The Ramon Valle quartet

Dimanche 8, 19h Alvin Curran, Fred Frith, Cenk Ergün, 21h Cazyapjazz

Lundi 9, 21h30 El Pluma band « William Cardoso project »

Mardi 10, 21h30 Supersilent

Mercredi 11, 21h30 Cuong Vu & Scratch

Jeudi 12, 22h Birdy Nam Nam

Vendredi 13, 23h Orient expressions - İmer Demirel - Leo Tardin

Samedi 14, 23h Nicolas Repac « Swing Swing »

Centre de Spectacle Yeni Melek / Exi 26

Samedi 7, 22h Psapp

23h King Britt presents Nova dream sequence « Live »



BOSCH Maxx 7

Lekeliler

On

Yıkama

Kolay

Ütüleme

Hassas

Durulamaya



İleri Ayarı °C

Kalan Süre

Sıkma Devri

Başlat

Beklet

Sensitive

Sport/Fitness

Süper-Kısa

Mix

Boşaltma

Hassas Sıkma

Sıkma

İptal

Denetim

Beyazlar/Renklier

Lekeliler-Yoğun

Renkiler Eco

Hassas/İpek

Yünüler/İpe

Sentetikler

Sentetikler Özel



Disposez-vous d'un quart d'heure? Oui, alors vos habitudes de lavage de linge vont se transformer à jamais. Le nouveau Maxx 7 lave votre linge en 15 minutes avec le programme le plus rapide au monde, laissant à vous le plaisir de profiter de journées toutes entières. Le nouveau Maxx, avec son programme ultra-rapide, vous attend pour remanier votre vie.



BOSCH

Des technologies pour la vie

* Ce programme est idéal pour linges peu sales, un maximum de 2 kg est conseillé.